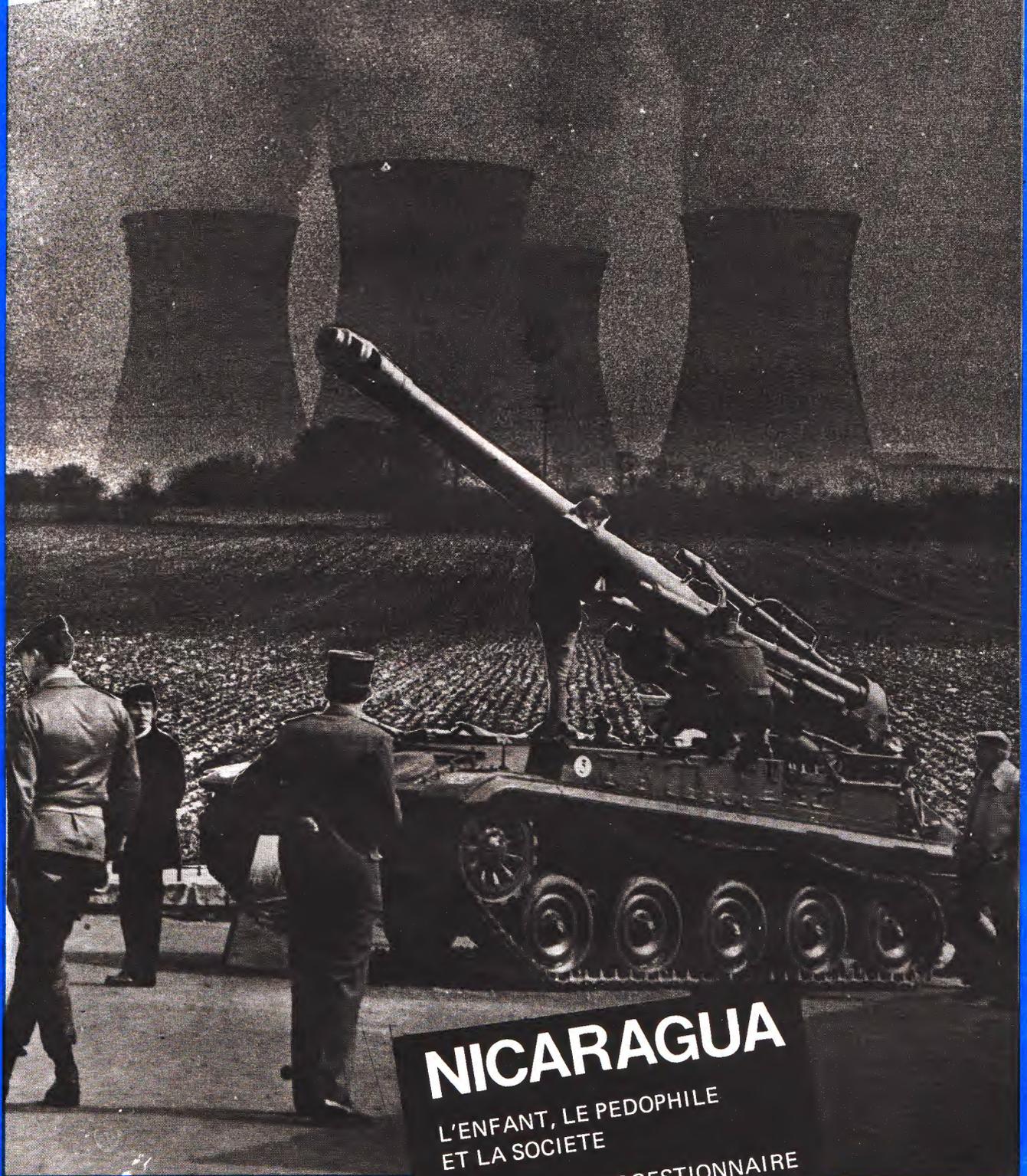


42

IRL mensuel d'expressions libertaires



NICARAGUA

L'ENFANT, LE PEDOPHILE
ET LA SOCIETE

SYNDICAT AUTOGESTIONNAIRE
DES TRAVAILLEURS

ET DEUX CAFÉS NOIRS, DEUX !

CAFÉ NOIR, la nouvelle coqueluche du tout Lyon anarchiste ! Cet « expresso de la coordination libertaire de Lyon » est quinzomadaire et se veut un bulletin d'agitation libertaire ; il est vendu à la criée dans les marchés, aux Puces, devant les bahuts et les facs. Un quatre pages bien léché, fabrication Atelier de Création Libertaire oblige, avec des articles divers et variés sur la vie politique lyonnaise. Dans le dernier numéro (n° 2), on y apprend comment JOJO L'DEMAGO, alias Georges Marchais, vient vanter les mérites de la vie dans les cités, aux Minguettes. Des notes acides sur Hernu, des articles sur la manif des flics à Lyon, des adresses (des bonnes !), des contacts, bref tout ce qu'il faut pour ne pas se laisser gruger par la nouvelle vague rose qui s'abat depuis le 10 mai et qui paralyse tout le monde, de la droite à l'extrême-gauche... Excepté CAFÉ NOIR, qui a décidé de rendre la vie dure aux cons de tous bords ! Disponible aussi à la Librairie La Gryffe.

BERLIN A LA GRYFFE

Du 7 au 31 décembre, la librairie LA GRYFFE expose « BERLIN OCCUPÉE » de l'Association « VIVRE VITE » (Montpellier). Cette expo décrit un BERLIN occupé et gheotoisé. Un débat est prévu le samedi 16 janvier avec Marcel BODY.

LA BOSSE DU CHAMEAU

LE CHAMEAU QUI BOSSE est « un journal qui se fait le reflet d'un mouvement potentiellement vaste, multiforme, parfois contradictoire ou imprécis, mais qui monte lentement, malgré le ressac, les incohérences de la jeunesse, immigrée ou non ; qui s'exprime dans la violence ou dans la musique, dans la culture ou dans la rue. Un mouvement fait de mille révoltes, mille et une ruptures, mille et une angoisses, fait de sérieux et de folie, de réalisme, de gravité et d'humour. » Pour en savoir plus, écrire à « LE CHAMEAU QUI BOSSE », BP LEVALLOIS CÉDEX 92304, avec un CCP PARIS 20.274.38 T

COMMUNIQUÉS

INSOUMISSION TOTALE, AMNISTIE TOTALE

Le CIA (Collectif Insoumis Amnistiés), voir IRL 41 et plus loin dans ce numéro, a sorti un quatre pages intitulé « INSOUMISSION TOTALE, AMNISTIE TOTALE » dans lequel ils revendiquent et expliquent l'action de Valence. Ce 4 pages est disponible sur Lyon à la librairie LA GRYFFE ; ailleurs, il suffit d'écrire à Daniel AIACHE, Poste restante, Centre Paris 17, 110 avenue de Wagram. Le CIA a une adresse sur LYON : CIA, c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc, 69001 LYON réunions tous les lundis 20 h 30.

RADIO AGORA SUR TOULON

Radio Agora, radio libre d'expression libertaire émet sur Toulon et sa région sur 93 MHz, en FM, les mardi et vendredi à 21 h et le samedi à 9 h. Pour les contacter, il suffit d'écrire à : RADIO AGORA Immeuble LAMER, rue Montébello, 83000 TOULON.

ZAAMA, NUMÉRO 2

ZAAMA D'BANLIEUE numéro 2 vient de sortir ; ce journal se veut un instrument « d'échanges et de circulations d'infos » sur les banlieues lyonnaises. Centré sur les « événements » de cet été aux Minguettes, essayant de les replacer à leurs justes valeurs, ZAAMA organise aussi un second « concert gratuit des jeunes immigrés et français de banlieue ». Ce concert, prévu initialement aux Minguettes aura lieu à Villeurbanne, la municipalité communiste de Vénissieux ne voulant pas leur louer de salle. Carte de séjour, Crazy Boys, Kamel, Chaoline et Crabz seront présents pour faire danser la jeunesse. Si vous voulez contacter ZAAMA D'BANLIEUE, écrivez-leur, c/o CEP, 44 rue St-Georges, 69005 LYON ; sur Lyon, on peut se procurer le journal à la librairie LA GRYFFE, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 LYON. Nous avons publié une interview des membres de ZAAMA dans le numéro 41 d'IRL.

EXIT LE CERCLE D'ÉTUDES SOCIALES DE BREST

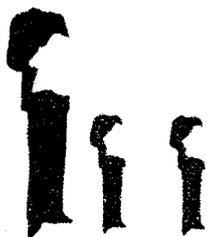
Les membres du groupe libertaire Armand Robin de Brest ont décidé sa dissolution. En conséquence, toute démarche effectuée au nom du groupe libertaire sera donc sans objet. Un nouveau groupe se met quand même en place et ses coordonnées seront communiquées prochainement.

CALENDRIER ANTI-MILITARISTE

Comme en 1980, l'ADIC (Association pour la Diffusion de l'Information et de la Culture) édite un calendrier anti-militariste. Le fric sera partagé avec des publications anti-militaristes. La page du 3ème trimestre 82 contient la photo de couverture d'IRL 35. Le prix de vente est de 15 F auxquels il convient d'ajouter 3 F de participation au port. Mettre le chèque (CCP 1990-47 M) dans une enveloppe et envoyer à ADIC, BP 493 63013 CLERMONT-FERRAND

Fm : **93**

MHz



RADIO agora

HOMO

MANIFESTATION NATIONALE
A LYON LE 12 DÉCEMBRE 1981
14 h 30 Place des Terreaux

Différents mouvements ou organisations locales ou nationales s'associent pour appeler à cette manifestation. Pêle-mêle, nous y retrouvons le Mouvement Français pour le Planning Familial, le CUARH (Comité d'Urgence Anti-Répression Homosexuel) et le GRED (Groupe de Recherche pour une Enfance Différente),...

A Lyon, avant le 15 janvier 1982, un expert désigné par la Justice, doit examiner et entendre un garçon de 4 ans 1/2, faire toutes observations utiles sur son état physique et psychologique, et enfin, dire si ses conditions de vie actuelles, depuis le mois de juillet 1979, sont de nature à influencer défavorablement sur sa personnalité. Qu'est-ce qui pourrait bien influencer défavorablement ? L'homosexualité de la mère qui en a eu la garde après que le divorce ait été prononcé le 6 juillet 1979.

Le problème est celui de la garde de l'enfant alors que naît un désaccord entre parents se séparant. En l'occurrence, le père demande à la Justice un changement de garde à son avantage, en arguant de l'homosexualité de la mère qui élève l'enfant et vit avec une femme.

En mai 1980, le père dépose une requête en vue de l'extension du droit de visite invoquant des « circonstances particulières ». Au cours de l'audience, il sera question de l'homosexualité de la mère et de sa vie en commun avec une femme. Le 30 décembre 1980, le juge aux affaires matrimoniales déboute le père, estimant qu'aucun motif grave,

depuis le divorce ne peut être retenu et confirme à celui-ci, le droit de visite minimum.

Le père ne fait pas appel. Le 9 janvier 1981, il dépose une nouvelle requête en vue d'un changement de garde. Cette fois toute la requête s'appuie sur l'homosexualité de la mère et le seul nouveau motif dont il fait état est que « l'enfant vit entouré de deux femmes qui le traitent comme une petite fille ».

Le juge reçoit la requête et ordonne, le 2 juin 1981, un examen médico-psychologique de l'enfant avec audition du père, de la mère et de son amie si cela est utile. Le docteur X, médecin psychiatre, répondra plus particulièrement aux questions suivantes :

- 1- L'homosexualité de la mère peut-elle avoir un effet sur l'équilibre de l'enfant, sur sa conscience de son identité sexuelle ?
- 2- La vie de l'enfant avec sa mère et sa compagne modifie-t-elle ou pourra-t-elle modifier en lui, l'idée traditionnelle du couple, telle qu'un enfant de son âge devrait l'avoir ?
- 3- Est-il souhaitable que les relations entre le père et l'enfant soient maintenues à leur périodicité actuelle, soit deux fois de semaine par mois et la moitié des vacances scolaires, faudrait-il, au contraire en envisager l'extension ?

La mère demande au premier Président de la Cour d'Appel de Lyon l'autorisation d'interjeter immédiatement appel. Chose rarissime, le 15 septembre 1981, le Président de Chambre délégué, donne cette autorisation, « estimant que la mission confiée à un expert psychiatre chargé notamment d'entendre l'enfant de 4 ans 1/2, dépasse le cadre normal d'une mesure d'instruction pouvant être ordonnée à la suite d'une demande de changement de garde ».

Mais, le 21 octobre 1981, la Cour d'Appel de Lyon revient sur la décision précédente et maintient une ordonnance d'expertise médico-psychologique car « la cohabitation de la mère et de sa compagne constitue un fait nouveau et un motif grave justifiant la révision des dispositions de la convention définitive relatives à la garde », mais en modifie la formulation.

C'est ainsi que toute référence à l'homosexualité se trouve retirée mais n'en reste pas moins un motif discriminatoire.

Les questions posées ne tiennent absolument pas compte de l'évolution des mœurs, des pratiques sociales et des changements présents ou futurs de la législation. Questions hypocrites et obscurantistes. Quelles images du couple peut avoir un enfant dont les parents sont séparés, un enfant martyrisé, quelle image du couple peut avoir un enfant dont un des parents est handicapé, ou mort, quelle image du couple peut avoir un enfant dont les parents sont d'origines sociales, culturelles ou ethniques différentes ?

MANIFESTATION NATIONALE
A LYON LE 12 DÉCEMBRE 1981
14 h 30 Place des Terreaux

HOMO

Quelle est cette norme-pochoir que l'on veut tatouer dans le corps de l'enfant afin qu'il admette et se soumette au couple hétérosexuel, un homme et une femme, peu importe qui, comment, pourquoi, mais un homme et une femme.

Les parents, la société, dans l'incapacité de faire coïncider les intérêts des enfants et ceux qu'ils revendiquent comme géniteurs au futur utilisateur, propriétaires, frustrés dans l'étendue de la jouissance de leurs droits, font appel à la Justice.

L'homosexualité n'est qu'un prétexte pour permettre le règlement, et le solde de tout compte : prétexte qui a conduit à des pogroms, à des exterminations d'homosexuels et d'autres sur qui le Pouvoir, la Justice cristallisaient les tensions sociales au moment des crises économiques.

Motiver une décision de Justice sur la pratique sexuelle est faire intervenir la loi en un lieu où elle n'a pas à être.

Des élus socialistes, ministres socialistes ont été informés. La réponse de la plupart d'entre eux, est celle que l'on pouvait attendre d'individus investis de charges si lourdes qu'il en ont la vue basse. Quel changement !!!

Quant à l'enfant mineur, il n'a aucun droit, juste celui d'apprendre ses devoirs sur le bout du doigt, à commencer par ce qu'est un couple. Quelle dérision !!!

C'est pourquoi nous appelons à une manifestation nationale le 13 décembre 1981 à Lyon.

Bruno Hérial

C

a se passe tous les deux ou trois ans, à peu près. Tout à coup, les médias frétilent, les lecteurs aussi, les rires gras et les sous-entendus fleurissent : on a découvert un réseau de ballets bleus. Et chacun raconte une bonne histoire qu'il gardait, semble-t-il, en réserve pour l'occasion.

Ni les découvertes de réseaux de prostitution « normale », ni les mises à jour, rares il est vrai, de réseaux de trafics d'armes, cependant multiples, ni les révélations concernant les accointances du banditisme et du milieu politique ne soulèvent le même émoi. En ce qui concerne le domaine de l'enfance, on découvre de temps à autre une institution, dirigée généralement par un curé, dont les méthodes sont celles du plus pur facisme ; les curés en question ont moins d'ennuis qu'en aura certainement celui récemment compromis dans la plus récente affaire de « ballets bleus ».

Par la suite, cependant l'émotion retombe : au bout du compte, on ne retrouve qu'un ou deux inculpés, tandis que pour le reste il ne s'agit que d'échanges de photos. Et on en profite parfois pour faire passer en procès, en les assimilant aux autres, ceux qui se sont contentés d'héberger des mineurs en fuge.

Cependant, les mythes ont la vie dure ; des films sortent de temps à autre, toujours médiocres et moralisateurs qui évoquent ce thème. Et l'Humanité publie des articles outragés qui laissent entendre que si ces affaires se terminent ainsi en eau de boudin, c'est que des gens importants y sont compromis et que les capitalistes se protègent mutuellement. Tant il est évident que des pédés, il ne peut s'en trouver dans les masses laborieuses, sauf lorsqu'elles sont décadentes, et encore moins dans les rangs des militants du PC.

Tout cela sent le fantasme et l'inconscient, alors essayons d'y voir un peu plus clair.

La sexualité infantine, ce n'est pas une découverte. Ce n'est pas même une découverte de Freud ; celui-ci a mis d'abord à jour quelque chose qui n'y est pas immédiatement lié et qui s'appelle l'inconscient. Les récits de l'éducation des jeunes rois font à cette sexualité, à ce qu'il paraît de fréquentes allusions, ainsi qu'aux relations plus ou moins ambiguës qu'ils entretenaient avec les adultes chargés de leur éducation. Mais la psychanalyse a répondu à l'attente de la société de la fin du siècle dernier en mettant un peu d'ordre dans tout cela. Ce qui date par exemple de cette période, c'est l'idée de période de latence. Pour les non-initiés, rappelons rapidement ce dont il s'agit. C'est une période, grossièrement située entre 7 et 13 ans, où l'enfant prendrait conscience que la bouffe, le caca, le zizi, il n'y a pas que ça dans la vie, et qu'il importe d'apprendre aussi les mathématiques. Pendant qu'il acquiert, avec une joie non dissimulée, les connaissances et les habitudes sociales indispensables qui feront de lui un vrai homme (ou une vraie femme, mais là il ne faut quand même pas trop apprendre, sinon c'est suspect, ça risque de vouloir dire qu'on s'est mal remis de la constatation qu'on n'en avait pas), il ne songe plus à se tripoter, ou le fait sans y prêter attention. Plus tard viendra la puberté, mais, après cette traversée monastique, ce qui ressurgira, c'est une sexualité épurée, achevée, la sexualité adulte. Il ne reste plus (après cependant une période d'hésitation où les émotions enfantines reviendront à la surface, mais seront vite maîtrisées), qu'à se marier, avoir des enfants, un bon métier, et mourir. J'abrège, parce que, le reste, ça manque une peut d'intérêt. En somme la période de latence, c'est un peu comme le lac Léman où le Rhône, de torrent, devient fleuve.

C'est beau comme un livre. Malheureusement, ça ne marche pas toujours aussi bien. D'abord parce qu'il n'est pas du tout certain, mais alors là pas du tout, que la curiosité intellectuelle soit inversement proportionnelle à la complexité et à la richesse de la vie sexuelle, et qu'elle n'entre-tienne avec elle que des rapports de l'ordre de la sublimation.

Et puis, cette période de latence, il faut vraiment des lunettes conformes pour la constater. Pour quiconque sort un peu des livres, il est évident que cette période ne se caractérise pas par la baisse de l'intensité des émotions, sexuelles et autres (qui prennent simplement une autre forme et se



L'ENFANT, LE PÉDOP

complexifiant, notamment sous la forme d'intérêts homosexuels), mais par l'introduction, en outre, d'intérêts nouveaux. Et je ne suis pas convaincu qu'il s'agisse de stades successifs dans l'évolution de la personnalité, qu'il faudrait dépasser, puis oublier ; peut-être les interpénétrations entre ces différentes étapes sont-elles plus nombreuses qu'on voudrait le croire et est-il important, dans l'évolution de chacun, et d'ailleurs dans tous les domaines, de pouvoir, quelquefois aller de l'avant, et quelquefois retourner en arrière.

Toujours est-il que dans notre société, il faut bien faire un choix si on veut être reconnu ; dragueur ou pas, hétéro ou homo, refoulé ou séducteur, il faudra se glisser dans une des petites cases prévues à l'avance. Ceux qui n'auront pas su, ou pas voulu faire ce choix seront condamnés à un équilibre apparent toujours remis en question, et certains d'entre eux, conservant trop forte la nostalgie des émotions enfantines, deviendront peut-être des pédophiles. Ils seront alors condamnés à la clandestinité, car là, il n'y a aucune case



Ce sera aussi le dépositaire d'un secret auquel l'enfant n'a pas accès. On vit dans une société où l'enfant est vécu essentiellement et presque exclusivement à travers l'image de l'adulte futur qu'il deviendra un jour. Il convient donc de l'initier progressivement et globalement à ses responsabilités futures. Cette initiation est l'œuvre collective du groupe, qui délègue seulement ses pouvoirs à des structures familiale et scolaire, l'une et l'autre d'ailleurs quelque peu déliquescents. Or, curieusement, la sexualité est exclue du domaine de cette initiation. C'est bien le signe que la sexualité enfantine est vécue comme radicalement différente de celle de l'adulte, sans commune mesure avec elle, et qu'il convient de l'éliminer purement et simplement. Pourtant, on en parle, de l'éducation sexuelle ! D'une curieuse façon d'ailleurs, puisqu'elle est conçue tantôt comme l'acquisition de connaissances purement livresques, tantôt comme l'apanage exclusif des parents. Ceux-ci sont pourtant sans doute les plus mal placés pour prendre en charge ce domaine. S'il est une loi mise à jour par la psychanalyse qui, en tous cas dans notre culture actuelle, me paraît absolument nécessaire, c'est bien celle du tabou de l'inceste. Et je trouve qu'il y a quelque chose de fondamentalement malsain à s'interroger de trop près sur l'évolution sexuelle de ses enfants et sur leurs expériences dans ce domaine (je suis tout prêt à argumenter là-dessus, mais un autre jour). J'exagère, les enfants disposent aussi d'autres outils dans leur évolution sexuelle, il s'agit des curés et des psychologues, mais là, la personne disparaît, du moins en principe derrière la fonction. Pour le reste, ils disposent de la publicité et des revues pornographiques, donc d'images.

Ce n'est sans doute qu'un aspect des choses, mais la rencontre du pédophile et de l'enfant est peut-être, aussi, la rencontre de deux imaginaires. L'imaginaire de l'enfant, aux yeux de qui le pédophile est le dépositaire d'une sexualité qu'on lui dit radicalement différente de la sienne, mais qu'il sent cependant vivre en lui. L'imaginaire du pédophile aussi pour qui l'enfant garde, et entre autres dans le domaine sexuel, le secret d'une vie affective qu'il aurait dû, à ce qu'on dit, dépasser, mais dont la nostalgie, et peut-être pas seulement elle, reste vivante au fond de lui. A ce titre, il peut s'agir d'une sorte de complicité basée sur un malentendu conscient, une sorte de jeu de miroir. Mais c'est peut-être le sort de toute relation amoureuse, plus ou moins en tous cas, et l'exigence de transparence qui a fleuri dans les années post-soixante-huitardes, me paraît quelque peu utopique.

Mais c'est aussi la rencontre de plusieurs contradictions : attirance et crainte de la part de l'enfant ; et, de la part de l'adulte, il me semble y avoir quelque chose comme un désir de suspendre le temps, de rendre l'enfance éternelle. Cependant, ceux qui sont amoureux des enfants n'ignorent sans doute pas que celui qu'ils aiment parce que c'est un enfant, deviendra inéluctablement, un jour, un adulte.

Ce sont peut-être ces deux aspects qui rendent scandaleuse la pédophilie. D'une part, elle dévoile l'aspect imaginaire et projectif qui est une composante obligée de toute relation amoureuse. D'autre part, elle rend évidentes les contradictions dont elle est tissée. Il s'agit aussi de la contradiction inéluctable entre la nécessité de l'illusion et son caractère forcément fragile. Et aussi, sans doute, de l'hypocrisie liée à la situation ambiguë qui est faite à l'enfant dans notre société, puisqu'il s'agit de quelqu'un qui n'est reconnu qu'à travers les projections qu'on peut faire sur lui.

Les photos que s'échangent les pédophiles, et qui font scandale, ne sont qu'un des aspects, qu'il faut à tout prix masquer, des rapports qui régissent actuellement les relations entre enfants et adultes, et, au-delà, des relations policées qui éliminent l'imprévu de nos relations.

Tel qu'il est, cet article ne me satisfait pas. Il ne fait que survoler le problème, désigner des pistes, dont certaines sont sans doute des impasses. Surtout, il me paraît quelque peu pédant ; il aurait fallu parler de mes souvenirs d'enfance, de mes fantasmes... Chacun a ses limites ; les miennes s'arrêtent à ce qui précède.

Alain

HILE ET LA SOCIÉTÉ

prévue. Peut-être justement parce qu'il s'agit d'une possibilité virtuelle pour chacun, quelque chose qui touche à notre propre enfance.

Alors, ce qu'on n'a pas réussi à éliminer du fond de soi, il faut bien lui donner une place. Ce sera celle du refoulé, du mal, enfoui, tout profond. Pour que cette place soit conservée, intacte et inattaquable, il convient que de la sexualité enfantine il ne subsiste qu'une image schématisée, radicalement séparée de la sexualité adulte, qui dès lors, risque fort elle aussi, de se trouver réduite à une image. Une image, ça offre l'avantage de ressembler à la réalité, de telle sorte qu'elle ne présente plus d'imprévu. Ça peut aussi, lorsque c'est universellement reconnu, prendre la place de cette réalité et être admis comme telle.

Cette image du pédé sera bien évidemment transmise à l'enfant et reproduite par lui. Il y ajoutera cependant souvent une sorte de nuance ludique : le pédé sera alors une sorte de scandaleux mauvais joueur.

FAITES-VOUS CONNAITRE
GENS DU MATRA !

En 1978, des attentats contre (entre autres) les PTT, des gendarmeries et une église sont commis dans l'est de la France. Un groupe les revendique : le « Mouvement anarchiste terroriste révolutionnaire armé » (Matra).

Deux ans plus tard, plusieurs jeunes gens sont arrêtés et inculpés pour ces différentes affaires. Certains reconnaissent leur appartenance au Matra, mais sont acquittés. Par contre, René Bour écope de 10 ans de prison, Jean-Marc Spieles et Jean-Claude Staszak de 6 ans chacun. Ceci pour des actions accomplies alors que Jean-Claude était encor mineur, ses camarades étant à la même époque âgés de 20 et 22 ans ! Un deuxième procès doit intervenir pour juger les autres pièces du dossier...

De ce dossier, tout le monde ignore le contenu exact, excepté les parents et les avocats, qui refusent de le communiquer. On sait seulement que René Bour s'est affirmé « antimilitariste et révolutionnaire » devant la Cour.

Mais ses deux coïnculpés, impressionnés par le discours des flics et du juge, sont apparus comme des « gamins exaltés », de « vulgaires destructeurs ».

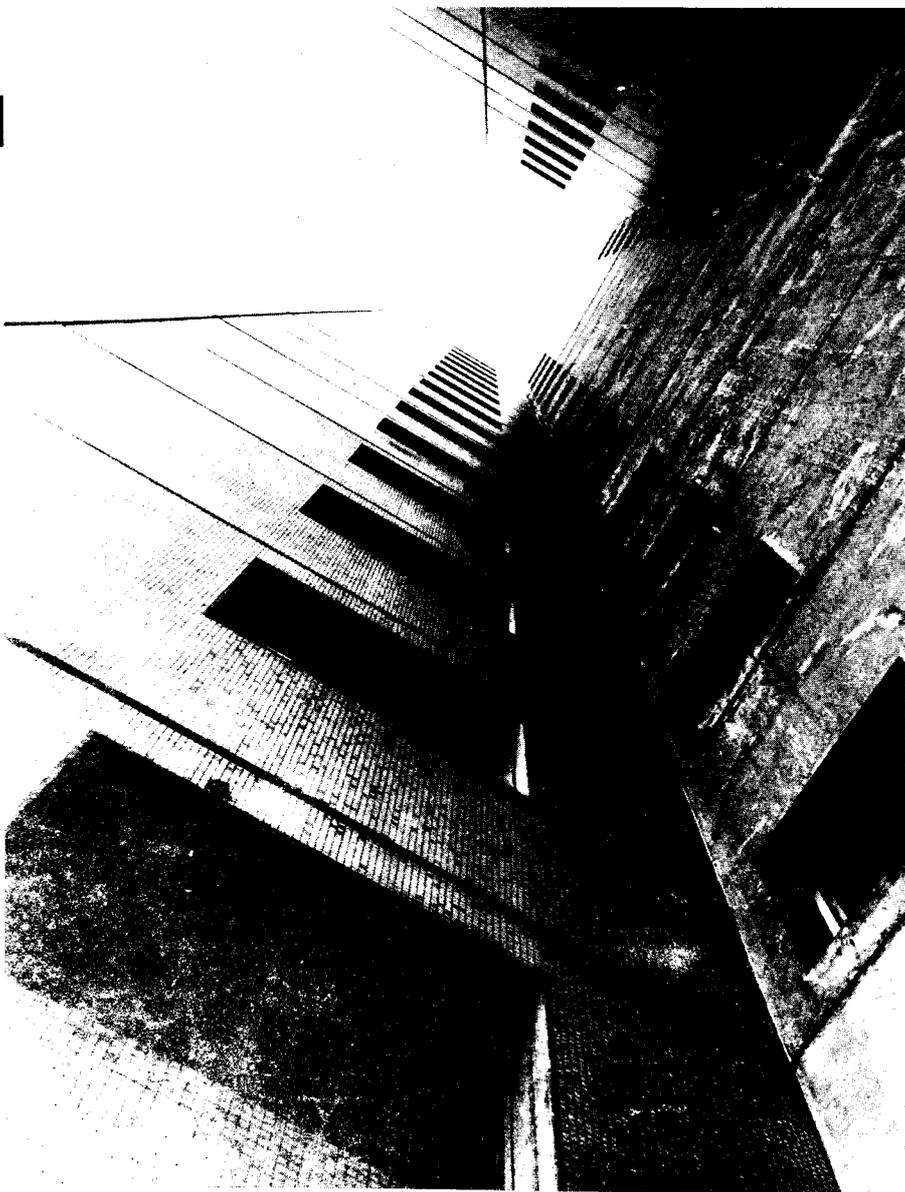
Les médias ont fort peu parlé d'eux, « Le Monde » et « Libé » leur consacrant quelques lignes par-ci par-là.

Des copains ont tenté d'en savoir plus. A une annonce passée dans « Libé », J.-C. Staszak a répondu en envoyant son adresse : Centre de dé-

Par contre, R. Bour et J.-M. Spieles sont toujours injoignables. Leurs avocats ne veulent pas dire dans quelle prison ils sont détenus. (Un permis de visite a été refusé par le directeur de la prison de Metz à un copain, sans qu'on sache si quelqu'un du Matra y séjourne réellement.)

De plus, ces messieurs du barreau disent : « Mais qu'est-ce que vous trouvez de politique dans cette affaire ? Faire sauter une église, ce n'est pas politique ! »

Payés par les parents, ils suivent leurs directives et ne veulent pas demander l'amnistie pour leurs clients.



(L'un d'eux a même prétendu que son client ne désirait pas être considéré comme politique, avant de reconnaître qu'il avait en fait posé la question au père du mec, bien que ce dernier soit majeur !

Les familles semblent préférer que leurs gosses restent en taule pour les « bêtises » qu'ils ont faites plutôt qu'ils soient amnistiés sur des actes politiques. (Le père d'un des détenus est gendarme...)

La conclusion de toute cette histoire, c'est qu'il y a quelque part en France trois mecs bien isolés. Des mecs dont les actions passées nous paraissent avoir un caractère politique évident. Présents sur les affiches réclamant l'amnistie pour les inculpés de Condés-sur-l'Escaut, etc., les gens du Matra semblent depuis tombés dans l'oubli.

La procédure d'amnistie ne peut être enclenchée que s'ils la demandent eux-mêmes, à travers leurs avocats (ou d'autres avocats...) Mais pour ce faire, il faudrait qu'ils reprennent espoir et se fassent connaître.

Vanina

LES MESAVENTURES D'UN
CAMBRIOLEUR SUISSE...

Depuis septembre 1981, un citoyen helvète, Walter STURM, est en prison en France (Bonneville puis Chambéry) en attendant d'être extradé dans une Suisse « au dessus de tout suspicion ».

Qui est Walter Stürm ? Il avait été condamné en 1972 pour cambriolage, et en 1973 il était parmi les fondateurs d'un syndicat de détenus. Il entame ensuite une longue carrière d'évadé et, repris à chaque fois, d'interné dans des prisons très spéciales où les « cellules insonorisées font force de loi.

Devenu la bête noire des notables, il va « goûter » des nouveautés qu'ils mettent au point : un véritable cobaye. Il « essaye » ainsi, à tour de rôle, les prisons de Berne (Amtshaus), de Zürich (Regensdorf), d'Aarau, de Lenzburg, de Vevey (Bois-Mermet), de Genève (Champ-Dollon), avec de multiples aller-retours. En septembre 1981, encore une fois en cavale, il est arrêté en France et incarcéré à Bonneville.

INSOUMISSION

Il est question de rendre le cobaye à ses tortionnaires... On attend que l'actuel Ministre de la Justice Badinter, qui avait protesté, lorsqu'il était avocat, contre les Q.H.S. suisses en évoquant le cas de Stürm, prenne position sur ce point. Comme nous sommes voisins de la tranquille et verte Helvétie, ça vaut peut-être pas la peine de donner une idée des méthodes qui s'y introduisent de plus en plus. Ces dernières années ont amené en Suisse une série de mesures propres à brimer ceux qui osent affirmer quelques résistances en prison. En effet, l'étiquette de « terroristes » a permis les premières offensives administratives pour créer des conditions particulièrement inhumaines de détention. En 1974, Petra Krause est restée 880 jours dans la prison de Zürich, puis dans celle de Winterthur, à l'isolement le plus complet. Elle est sortie de là physiquement détruite. La voix est ainsi ouverte pour la grande paranoïa qui programme une peine de mort à petit feu à l'intention de ceux qui sont taxés de dangereux parce que « politiques ». A Berne, en 1978, on aménage des cellules conçues de manière à supprimer toute stimulation auditive. Les vitres sont opaques, la lumière reste allumée 24 heures sur 24 pendant des semaines, tous les effets personnels sont confisqués. C'est l'imitation servile de la « torture blanche » pratiquée en RFA qui a décimé les groupes de prisonniers activistes. Ces cellules ont été mises en place par quelques fonctionnaires du Canton de Berne et ne disposent d'aucune base légale. Or, le nouveau code de procédure genevois, introduit récemment, réglemente et limite la pratique de la mise au secret. Pour contrecarrer ces empêcheurs d'enfermer en rond, on a instauré depuis près d'un an un « régime strict » qui revient exactement au même, avec cette subtilité supplémentaire que ce régime peut se perpétuer pendant des mois au bon plaisir d'un juge d'instruction contre quelqu'un qu'il n'estime pas suffisamment docile. Pendant cette période d'isolement, le détenu ne voit personne, excepté le juge et les policiers pour les interrogatoires et il n'a pas non plus le droit de voir son avocat, donc pas droit à la défense.

Un grand nombre de détenus sont actuellement soumis à ce régime qui ressemble fort aux Q.H.S. bien de chez nous (toujours pas supprimés par le nouveau pouvoir). Durant ces cinq dernières années, une douzaine de nouveaux locaux déclarés de haute sécurité se sont répandus un peu partout dans les établissements suisses. Les pressions exercées sur Walter Stürm ne sont qu'un exemple frappant de ce qui est réservé aux détenus récalcitrants ou remuants.

... Le dernier suicidé de Champ-Dollon est resté deux mois avant sa mort sans atelier, sans contact, à l'isolement total. Sans commentaire.



C.I.A. PRODUCTIONS PRÉSENTE

**NOUVEAU POUVOIR
NOUVEAU STYLE
NOUVEAU SIGLE
NOUVELLE STRATÉGIE...
YOUPI LA FRANCE !!!**

Qui se cache derrière l'énigmatique et redoutable C.I.A. ? Une poignée de réfractaires prêts à tout pour bousculer la force tranquille et vivre libres sans se soumettre à la nouvelle armée-nation.

CIA. Un nouveau sigle vient d'envahir le marché déjà bien encombré de la pensée et de l'action insoumise. Vous avez entendu parler de notre intervention à Valence lorsque le CIA a osé troubler la grand'messe socialiste ; opération spectaculaire reprise par les médias dans leur totalité qui se traduit par un succès : champagne et congratulations à la clef... (voir IRL 41).

Ce fut ensuite « Le Rock des Insoumis » du 10 novembre à la Mutualité. 1500 personnes + Sapho + Pieds Jointés + Chérèze. Résultat : une soirée nulle au niveau musical. Le merdier à l'intérieur et à l'extérieur de la Mutualité dû à une poignée d'autonomes en goquette, habitués à foutre le bordel à chaque concert de soutien. Cela se solda par un déficit de 2000 francs par rapport aux sommes engagées par le CIA. Sur plus de trois briques investies, c'est pas si mal !

Mais malgré tout le lendemain du concert, la joie de retrouver, rue des Vigognes, à la réunion du CIA, plusieurs insoumis et d'autres gens prêts à travailler ensemble. C'est la naissance d'une nouvelle organisation pour le mouvement d'insoumission totale alors qu'il se trouvait complètement lamé par la clandestinité, dispersé et divisé. Hormis les co-

pains d'Avis de Recherche (la plupart des collaborateurs du journal) qui ont rejoint notre collectif, la plupart des autres insoumis font partis du mouvement anti-autoritaire depuis plusieurs années mais ne travaillaient plus sur l'insoumission totale. La nécessité d'obtenir pour tous les insoumis et les déserteurs la suppression des obligations nationales nous a permis de nous regrouper pour pas plus aujourd'hui qu'hier accepter de nous soumettre contre la fausse amnistie de Mitterrand.

Cette recomposition non sectaire du mouvement autour du CIA doit être entendue comme une tentative de réactualisation des idées forces de l'insoumission totale face aux nouvelles données politiques et au nouveau type de défense que propose le PS. Ce qui serait intéressant c'est que le CIA continue à exister quand bien même ses objectifs immédiats se réalisent : l'amnistie totale pour les insoumis et les déserteurs. Par la suite, il pourrait permettre de coordonner les initiatives insoumises en partant d'une nouvelle analyse sur les menées d'Hernu et du PS et le nouveau type de conscription qu'ils veulent nous imposer. Mais on en n'est pas encore là et nous continuerons à nous battre pour obtenir l'amnistie totale.

**EN AVANT POUR L'OBTENTION
DE NOS REVENDICATIONS,
LA COLERE DES RÉFRACTAIRES NE
PEUT ETRE ARRÊTÉ PAR LES
DESPOTES QUI NOUS GOUVERNENT...
YOUPI LA FRANCE !!!**

Adresse :

13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon
Lundi soir 20 h 30

Adresse provisoire :

Daniel Aiache - Poste restante
Centre Paris 17

110 avenue de Wagram 75017 Paris

LA VIE DE REBELLE

d'Angelica Balabanoff Ed. Balland

La vie de Rebelle » fut écrit par Angelica Balabanoff, il y a quarante-trois ans. Les lecteurs de langue française depuis début 1981, peuvent enfin prendre connaissance de ce texte. Il s'agit d'une biographie couvrant le premier quart du XXème siècle. Durant cette période, Balabanoff participera au plus haut niveau à trois organisations ouvrières internationales. En effet, elle représentera l'Italie au Bureau socialiste international de l'Internationale socialiste. Puis elle deviendra la leader du mouvement Zimmerwald (courant socialiste pacifiste) durant la première Guerre mondiale. Enfin, lors de la création de l'Internationale communiste (Komintern), elle sera nommée au poste de secrétaire.

Balabanoff était bien placée pour témoigner sur le comportement des têtes du mouvement révolutionnaire de l'époque, sur ces hommes et ces femmes qui, s'ils n'ont pas fait l'Histoire, l'ont pour le moins rudement influencée. (On peut se demander par exemple si le fascisme aurait triomphé en Italie sans la scission du Parti socialiste provoquée par Lénine et ses hommes de confiance).

Balabanoff est marxiste. Elle ne remet pas en cause la théorie mais critique les méthodes employées par certains, s'élève contre les abus du pouvoir et dénonce les trahisons.

En Russie soviétique, elle finira par se dresser — sans succès — contre le Parti bolchévique. Afin de ne plus cautionner les agissements de ce dernier, elle ne pourra qu'abandonner toutes ses fonctions et quitter (non sans difficulté) la « patrie du socialisme ».

Balabanoff nous laisse des portraits saisissants de ceux dont elle a partagé le quotidien. On notera tout particulièrement celui de Mussolini. Quand elle le rencontre pour la première fois, c'est une espèce de zonard se prétendant socialiste, qu'elle va prendre en charge avec ses camarades italiens, tant sur le plan moral que matériel. Plus tard, quand Mussolini sera pressenti comme rédacteur d'« Avanti! », le journal du parti, il n'acceptera, explique-t-elle qu'à la condition qu'elle-même soit corédactrice, ce qui lui permettait de ne pas assumer pleinement la responsabilité de son poste. En définitive, Balabanoff va materner durant des années cet homme tout à la fois ambitieux, vaniteux, égoïste, oppor-

tuniste, magouilleur, couard dans la vie mais violent et jusqu'au-boutiste dans ses discours et ses articles. Mussolini finira par trahir, réclamant au nom du parti, dans les colonnes d'« Avanti », l'engagement de l'Italie dans la guerre de 14-18, alors que tous les efforts du parti allaient dans le sens de la non-extension du conflit. Il sera exclu mais il avait en poche le contrat lui assurant l'argent pour fonder son propre quotidien — « Il Popolo d'Italia » — dans lequel il allait attaquer férocelement ses camarades de la veille.

On lira également avec intérêt les commentaires critiques sur Lénine, qu'elle n'épargne pas tout en gardant de l'estime pour l'homme; sur Zinoviev, « l'instrument sûr et docile » que « Lénine maniait chaque fois qu'il avait une cabale à monter, une réputation politique à saper »; sur Radek et son absence de caractère, son inconsistance; sur Trotski à la fois faible et sûr de lui; sur bien d'autres enfin comme Cachin ou Guilbeaux pour les Français...

En définitive, un livre lucide et prenant, qui déboulonne bien des statues.

Et. Consort

Faire un film à Beyrouth, dans un coin du monde les plus meurtris par les guerres de ces dernières années, je pense que cela n'a pas été un choix facile. Il fallait non seulement être des spécialistes, mais aussi avoir du courage (le tournage a dû être suspendu un moment à cause de la gravité de la situation).

Les coups de feu, les morts, les armes, la peur, l'amour, la vie, le fric, la religion, les minorités ethniques, les exilés, les armées, les massacres...

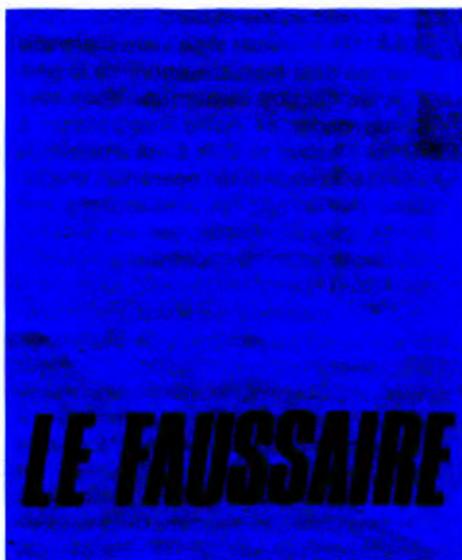
Un objectif non fixe sur l'objet, mais dans cet objet. Et s'il sautait avec les gravats? S'il prenait feu avec les voitures et les corps des morts sur la chaussée?

Pourtant l'acteur, l'actrice, les enfants tiennent bien leur rôle.. Le Fausaire, un film documentaire dont la projection pourrait durer des heures encore. Un film qui n'est pas fini...

En effet, comme LECHEN, le journaliste qui ne fera pas son métier, (faussaire), le spectateur et la spectatrice rentreront chez eux après avoir découvert un spectacle où la vie ordinaire cède le pas à la guerre quotidienne.

RENTREZ CHEZ SOI

Oui, mais (les acteurs) pas avant de s'être mêlés à la foule, d'avoir participé à la peur, d'avoir vécu la mort. Oui, mais (les spectateurs) pas avant que l'écran ne devienne blanc.



Le faussaire: un journaliste qui ne peut pas rentrer chez lui. Un spectateur qui ne peut pas être acteur: «on n'est pas en 36, en Espagne» dit-il! Les événements ne sont pas clairs: on ne tue pas seulement pour des raisons d'idéal politique ou social (guerre civile); on est prêt à tuer pour que le journaliste fasse un SCOOP. On suit des hommes et de enfants armés dans leurs activités ordinaires: assassiner, massacrer: tirez!

Le faussaire: un SCOOP cinématographique qui sait jusqu'où les objectifs peuvent aller, ce qu'ils peuvent montrer.

Le faussaire: un film où le sang ne gicle pas sur les parois sensibles de la caméra, mais il est là coulant comme la bave dans la bouche des morts.

MAIS N'AYEZ PAS PEUR

Nous spectateurs, nous pourrions sans problème dormir après le film et les acteurs, eux, pourront laver leurs taches de sang sous les douches des meilleurs hôtels.

Le faussaire: un cinéma intelligent pour nous faire voir de près ce que nous vivons. Qui nous montre ce que nous consommons le plus: l'information, l'image.

Le faussaire: un révolté qui ne veut/sait plus écrire.

Enfin, achetez le ticket, nous allons vous montrer la guerre, sale guerre, nous la refusons, mais que peut-on faire, nous, les occidentaux? Qui construit les armes pour que les phalangistes proposent à des journalistes de tuer pour faire une photo? (les socialistes qui détiennent les rênes du pouvoir d'Etat, eux ont accru de 17,8 % leur budget militaire).

Nous spectateurs, nous avons payé le billet. Le film nous a plu. Certes, il pose des questions. Mais nous ne pouvons pas les résoudre. Nous ne sommes pas en guerre... Ou...

M. LE FAUSSAIRE



SERREZ LES RANGS ! SERREZ LA CEINTURE !



Nicaragua

Le débat sur le Nicaragua, le 21 novembre 81 à La Gryffe, a permis à ceux qui y ont participé de se rendre compte des divergences d'opinion qu'il peut exister sur un tel sujet, même entre gens qui connaissent assez bien cette «révolution» pour être aller sur place. En même temps un tel débat sur le mode polémique permet mal de développer des arguments et des analyses, aussi IRL nous a demandé de développer notre position «critique».

Il nous semble que les divergences sont de deux sortes: idéologiques, comme la valeur qu'on donne à l'interdiction du droit de grève, ou de «terrains», entre ceux qui connaissent surtout les textes et des expériences modèles et ceux qui connaissent plutôt les conséquences pratiques des réformes et les résultats concrets de la politique sandiniste au niveau de la vie de tous les jours des nicaraguayens.

MISERE ET DESENCHEMENT

L'exemple le plus manifeste de cette différence est l'idée qu'ont les camarades du comité de solidarité avec le Nicaragua que le niveau de vie des nicaraguayens a augmenté substantiellement et qu'aujourd'hui on ne meurt plus de faim au Nicaragua... Difficile à soutenir lorsqu'on a vu mourir il y a encore deux mois, des enfants dans ses bras par dénutrition; difficile à soutenir quand on a pu voir durant

dix mois que la misère qui régnait durant le somozisme est toujours là.

La mortalité infantile, terrible, est due dans une très grande mesure à cette dénutrition qui, suivant les statistiques officielles touche 68,2% de la population et fait que la moyenne de vie est de 52 ans, (statistiques du Ministère de la Santé 1981 du Nicaragua). Bien sûr ceci est l'héritage de somozisme et sera long à éliminer, mais l'amélioration des conditions de vie peut se juger aussi sur ce que les gens gagnent de plus qu'avant ou mangent en plus et là-dessus nous sommes formels: la hausse des salaires (pour ceux qui ont la chance d'avoir un salarié dans leur famille) ne compense pas la hausse du coût de la vie, à moins d'avoir pu se faire embaucher dans l'administration. Le nicaraguayen moyen n'a pas son assiette plus remplie qu'avant. Pour le moment la seule amélioration économique que constatent les gens se situe au niveau de l'éducation et la



santé gratuite et autres mesures sociales. Ceci n'est pas un secret: le gouvernement ne cesse de répéter que la situation économique est très grave, qu'il faut produire plus, se serrer la ceinture et serrer les rangs en respectant la «discipline révolutionnaire»; cette situation économique dramatique la conduit à prendre des mesures dites «Etat d'urgence économique et social» (loi du 9 septembre 1981) qui, en même temps qu'il empêche la fuite des capitaux et des devises, interdit le droit de grève, les occupations d'usines et de terres sous prétexte que la loi prévoit des recours pour les salariés.

Certaines denrées se raréfient sur le marché intérieur, surtout les denrées exportables: sucre, café, viande, choses qui n'avaient jamais eu lieu auparavant.

L'écart entre les espoirs des gens au lendemain du triomphe et leur situation économique actuelle fait que beaucoup ont déchanté de la révolution et viennent grossir le camp des désillusionnés et mécontents qui va depuis les désillusionnés encore pro-sandinistes jusqu'aux mécontents anti-sandinistes. Le danger est que ces gens deviennent une masse de manœuvre pour la droite qui sait utiliser tous les arguments que lui donne la situation pour les récupérer. Nous ne disons pas que les sandinistes n'ont plus d'appui populaire, mais que celui-ci s'est beaucoup réduit par rapport à l'enthousiasme général de la première année. L'illustration la plus claire est le renvoi des élections à 1985; ce n'est pas que nous croyons au suffrage universel, mais une victoire électorale aurait plu au FSLN (Front Sandiniste de Libération Nationale) pour son prestige international, et s'il repousse les élections, c'est qu'il y voit un risque. La propagande officielle reproche à ces gens de ne pas savoir attendre les résultats de sa politique, mais c'est facile à dire, le ventre plein... Une des conséquences de ce clivage dans la population est une fanatisation de plus en plus grande des partisans du sandinisme à mesure que leurs rangs diminuent, fanatisation que renforce le côté très «religieux» de l'idéologie officielle. Ce découragement de la population n'est pas une vision pessimiste de notre part puisqu'il fit l'objet d'une déclaration du Ministre du Travail, que commente un syndicaliste dans un article de *NUEVO DIARIO* (journal pro-gouvernemental) du 10 septembre 81: «le pourquoi du faible rendement des travailleurs de la construction. (...) Le faible rendement actuel de la classe travailleuse n'existe pas seulement dans la construction et l'industrie mais dans tous les domaines car il y a eu depuis le triomphe une interprétation inconséquente de la part des travailleurs du mot d'ordre «ouvriers et paysans au pouvoir», qui ne correspondait pas au moment historique. A mon jugement signale Carlos Salgado, secrétaire des conflits de la CGT (indépendante), il existe un mouvement syndi-

cal éminemment révolutionnaire qui a porté au pouvoir une organisation d'avant-garde qui représente les ouvriers et les paysans. (...) Il est important de signaler dit Salgado, qu'actuellement on parle de la participation des travailleurs comme élément qui doit produire plus, comme l'élément qui doit élever sa méthodologie de travail pour augmenter la production, mais en ce qui concerne la programmation, l'administration et la distribution des excédents, on ne lui permet pas de participer...»

POURQUOI ALLER AUX MILICES ?

Cette perte de confiance dans le FSLN provoque aussi une baisse des effectifs des organisations de masses (syndicats, organisations de femmes, de jeunes, comités de quartier, etc...). Nous avons pu voir autour de nous, ces organisations sensées représenter le pouvoir populaire, se réduire souvent à quelques militants qui «y croient», souvent très dynamiques et très «chouettes», tandis que le reste des gens sont fatigués de réunions où on leur apporte la bonne parole mais où ils n'ont pas de pouvoir de décision; je me rappelle un responsable d'un CDS (Comité de Défense Sandiniste: comité de quartier) d'un quartier populaire de Managua déplorer la «désertion» des gens de cette organisation qu'il attribuait lui-même au fait que la base ne se sent pas écoutée, tout juste bonne à appliquer les mesures décidées d'en haut. En fait, l'impression est personnelle mais elle est parlante, ces réunions ressemblent beaucoup à celles du PC en France: on y débat et on y forme politiquement les gens de la base, mais l'indiscutabilité du pouvoir fait que toute façon c'est celui qui aura le dernier mot et saura raisonner ceux qui émettent une opinion différente. Dans ce domaine des orgas de masse seules les milices populaires augmentent leurs rangs, il faut voir cependant de quelle manière: c'est une priorité nationale actuellement (nous sommes dans «l'année de la défense et la production») justifiée par les menaces d'agression qui pèsent sur le pays; mais cela ne suffit pas pour que la majorité des gens y aillent d'eux-mêmes. «Pourquoi aller aux milices?, pour défendre ma faim?», nous avons entendu dire plusieurs fois...

Une énergie considérable est mise dans le recrutement au moyen d'appels à travers les médias, les organisations de masse, les syndicats, l'administration, les démarches individuelles, etc... qui vont souvent au-delà de la simple persuasion jusqu'à la pression morale ou autre: ainsi les personnels des ministères et de certaines administrations sont obligés de s'intégrer aux milices en temps «qu'obligation civique». Le but de 800 000 miliciens (sur 2,5 millions d'habitants!) s'il était un tant soit peu approché (on n'en est pas à 100 000 malgré tous les efforts actuels) ne permettrait plus de parler de volontariat mais d'embrigadement de la population.

TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

Venons-en aux syndicats, question très révélatrice de l'état d'une révolution. Les syndicats ont théoriquement une importance capitale dans le processus nicaraguayen puisqu'ils sont l'expression même des travailleurs. Théoriquement toujours, ils doivent prendre une place de plus en plus grande dans la direction de l'économie et, au niveau de l'entreprise, être associés à la prise de décision. Or quand est-il actuellement dans la pratique? Les journaux sont pleins d'articles où les travailleurs déplorent à travers leurs délégués n'avoir aucun pouvoir dans les entreprises, qu'elles soient d'état ou privées. «Oui, les ouvriers peuvent administrer. La CGT (i)



considère que les travailleurs ont parcouru un long chemin, ont une expérience de toute la vie, non de deux ans, pour cela on doit les prendre en compte dans l'administration des entreprises. (...) Contrairement à la position de la COIP suivant laquelle les travailleurs peuvent seulement participer à la solution des problèmes et non à l'administration, le «responsable de la main d'œuvre non employée» de la CGT (i) affirma que leur participation doit être plus effective. Il ajoute que beaucoup perdent l'enthousiasme de produire au maximum quand ils se trouvent avec des positions négatives de la part des techniciens ou administrateurs d'entreprises (...)» (BARRICADA, journal sandiniste, 13 juin 81). Dans le même journal on cite encore Zambrana, secrétaire général de la CAUS (syndicat du PC), «qui fit allusion au thème des affrontements ouvriers-délégués administratifs dans les entreprises d'état comme un des aspects à résoudre».

Dans BARRICADA du 28 juillet 81, le secrétaire général de la CST (Central Sandinista de los Trabajadores), principal syn-

dicat, « faisant allusion à un communiqué du ministre du travail qui condamne les occupations d'entreprises, signala que dans ce communiqué on prétend que les travailleurs n'ont pas atteint la maturité suffisante. Il affirma que la CST et la coordination syndicale du Nicaragua peuvent dire avec certitude qu'il existe de la lucidité, suffisamment de persuasion, d'unité ouvrière et de volonté politique, en plus de l'héroïsme et la responsabilité de la part de tous les travailleurs qui ont su se montrer à la hauteur de la situation». On pourrait en citer beaucoup d'autres, en particulier de la part de l'ATC, syndicat sandiniste des ouvriers agricoles. Mais il faut passer à une question plus grave: les dirigeants syndicaux sandinistes assument-ils pleinement leur rôle de porte-voix

reste en fait le syndicat (du secteur), OTINE, fut seulement visé par les travailleurs une fois l'action terminée. Comment expliquer cette méfiance envers les dirigeants syndicaux ? Dans quelle mesure ceci ne montre-t'il pas une tendance à regarder le syndicat comme un simple appareil administratif, plus que comme un instrument de lutte des travailleurs contre les déformations bureaucratiques de l'administration ? Sans apprendre de ces erreurs, sans l'autocritique, nos syndicats ne pourront assumer le rôle fondamental que leur exige la lutte à mort contre la bureaucratie».

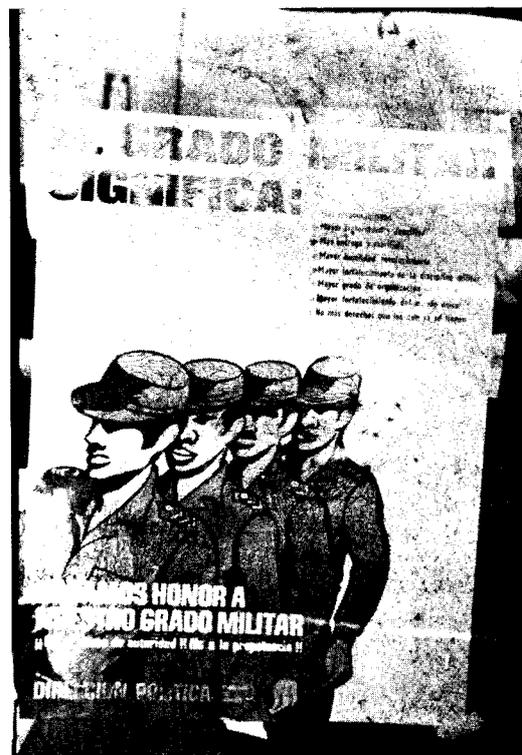
Plus inquiétants sont encore les débats qui ont précédé et suivi les mesures contre le droit de grève et d'occupation: la préparation du texte de loi passe par la consultation des organisations populaires au sein du conseil d'Etat; EL NUEVO DIARIO du 31 juillet 81 explique comment les représentants syndicaux, même des syndicats sandinistes (CST, ATC) s'opposent alors à cet article 4 de la «loi pour prévenir et combattre la décapitalisation»; ils se font alors traiter par la délégation du FSLN de «gens à la courte vue» et d'«anarchistes» (vive l'anarchie, NDLC)... Les arguments doivent être suffisamment forts puisqu'à la fin ils cèdent. La loi passe telle quelle et le lendemain de sa parution la CST elle-même se retrouve parmi ceux qui applaudissent: «(...) Le mouvement syndical se voit aussi obligé avec une grande responsabilité politique pour le futur de notre Révolution, à fixer sa position encore plus catégorique contre les arrêts de travail, les occupations et les grèves, que déjà la première et deuxième Assemblée pour l'Unité des Travailleurs avait considéré comme ultime recours et que maintenant, face à la problématique posée, nous ne pourrions utiliser tant que dure l'Etat d'Urgence Economique et Social. La situation d'urgence de l'économie nationale signifie que nous aurons une période pendant laquelle les augmentations de salaire ne seront pas la revendication immédiate, mais la conservation des postes de travail (...) Les sacrifices les plus grands dans cette situation d'urgence, nous incombent à nous les travailleurs. Et il ne peut en être autrement. Le futur de notre peuple dépend de l'héroïsme, l'abnégation, le sacrifice, la conscience révolutionnaire et la capacité de la classe ouvrière et de nos frères paysans principalement (...) Nous convoquons tout le Mouvement Syndical Nicaraguayen à connaître à fond l'étendue et la nécessité de ces mesures annoncées par la JGRN (Junta de Gouvernement de Reconstruction Nationale) et la Direction Nationale du FSLN, afin qu'il ne reste aucun doute et ne s'introduise aucune hésitation sur la ligne mo-

nomolithique et unique à suivre par le Mouvement Ouvrier, pour nous mettre à la tête de toutes les classes et couches sociales, en leur injectant notre esprit révolutionnaire et combatif (...) Serrons les rangs autour de notre avant garde, le FSLN, pour la Défense de la Révolution et de notre économie.» (NUEVO DIARIO du 11 septembre 81). Le patronnat se retrouve d'ailleurs au côté du syndicat pour ap-

prouver: « (...) personne ne peut être contre les mesures comme la persécution des fraudes fiscales et douanières, ou l'implantation de l'économie, l'austérité, le rendement, l'ordre (...) maintenant, oui ce sera la paix sociale avec ces mesures, la paix du travail que nous avons demandé puisqu'il faut ordonner la situation ». Dreyfus, président du patronnat, BARRICADA 11 septembre 81.



de la classe travailleuse ou n'ont-ils pas tendance, en tant que membre du parti au pouvoir, à modérer les revendications de la base et faire passer la ligne sandiniste dans leurs organisations ? Un article de NUEVO DIARIO du 11 août 81 aborde ce problème en précisant bien les rôles respectifs du parti et du syndicat, même dans un régime «révolutionnaire»; on y lit: «(...) Les syndicats ne peuvent relayer l'avant-garde aux masses que si, avant tout, ils remplissent la fonction qui constitue leur condition d'existence: la lutte économique. Et ils la remplissent s'ils défendent les intérêts quotidiens des masses, non seulement face à la bourgeoisie, mais aussi face aux déformations bureaucratiques de leur Etat. (...) Est-ce que nos syndicats jouent ce rôle ? Il y a quelques jours la centrale électrique «Nicaragua», la plus importante de l'INE (EDF locale), fut occupée par ses travailleurs. Aucune revendication salariale, aucune revendication proprement syndicale. Il s'agissait simplement d'une lutte contre la bureaucratie administrative. La direction supérieure de l'Institut a résolu le problème. Mais il



COURT, COURT, COURT, LA BUREAUCRATIE

Autre grand problème à l'ordre du jour ces derniers mois: la bureaucratie. Depuis que Borge (ministre de l'intérieur, le seul survivant des fondateurs du FSLN) lui-même l'a critiqué lors de son discours du deuxième anniversaire de la révolution, les journaux se sont déchaînés sur ce sujet avec raison car il faut avoir eu affaire à l'administration à un niveau quelconque pour savoir qu'elle a tous les défauts possibles et que la moindre démarche vous plonge dans un monde kafkaïen; on pourrait raconter mille anecdotes à ce propos et c'est le sujet de conversation favori au Nicaragua.

Mais, en dehors de l'aspect caricatural, il faut approfondir les choses: ce que les dirigeants sandinistes critiquent ce n'est pas la bureaucratie en elle-même, malgré ce qu'ils disent mais son mauvais fonctionnement; car cette bureaucratie ils l'ont installée eux-mêmes et même lorsqu'elle tournera mieux, avec plus d'expériences, elle sera là avec ce que cela signifie de



pouvoir enlevé à la classe ouvrière.

Voyons les faits: de 35 000 fonctionnaires qui existaient sous le somozisme, ils étaient passés à 64 000 en août dernier (NUEVO DIARIO du 4 août 81), soit 2,5% de la population; l'évolution s'est nettement sentie la deuxième année de la révolution; auparavant, à l'époque de la campagne d'alphabétisation, tout se passait un peu à la bonne franquette à travers les rapports humains, maintenant on a affaire à une administration rigide et tâtilonne qui veut contrôler même si elle n'en a pas la capacité; si Borge veut rapprocher les

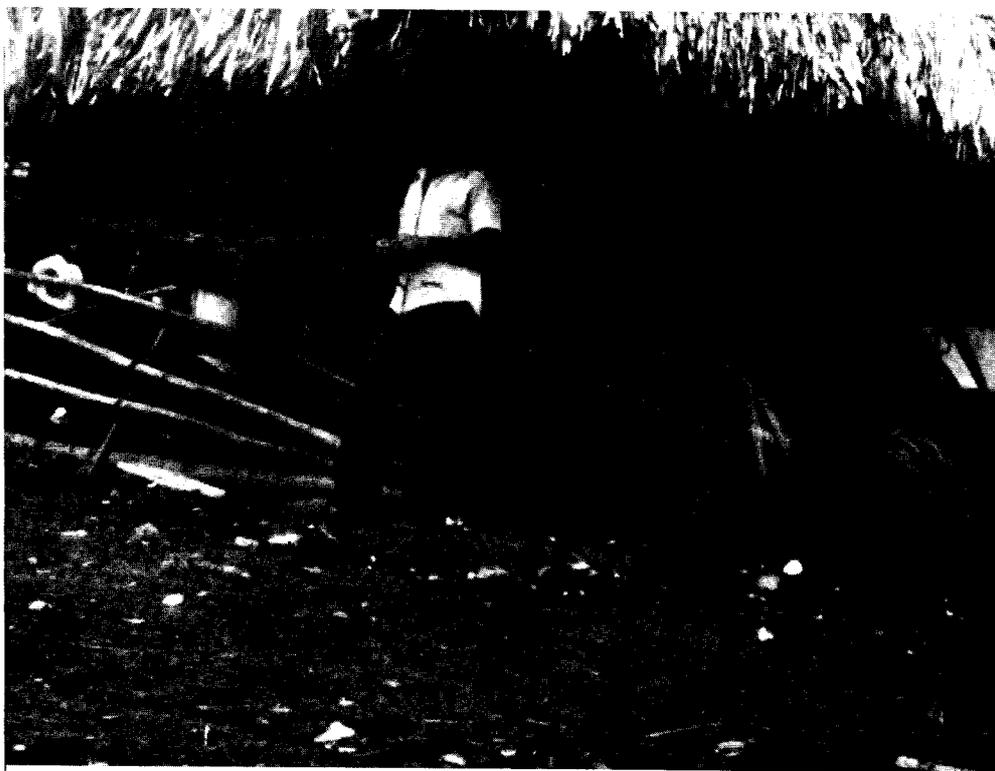
en sont la cause car ils sont pires que dans le privé). Il paraît que le marxisme-léninisme prétend que la bureaucratie est un mal inévitable dans un pays sous-développé «socialiste», mais les états développés socialistes ont montré que c'est vrai pour eux aussi. Aussi, et ce n'est pas nouveau, il faudrait plutôt croire que c'est un mal inévitable de la conception marxiste-léniniste du pouvoir... En tout cas c'est probablement le pire fléau du Nicaragua que d'avoir une nouvelle classe privilégiée en train de se former et de s'installer définitivement aux dépens et au nom du peuple; on peut même dire que cela a été particulièrement rapide (2 ans) par rapport à d'autres pays. Il ne reste plus qu'à attendre que les dirigeants syndicaux deviennent eux aussi des bureaucrates complets pour que la question soit réglée.

donc qu'à part ce dernier point il n'y a rien de systématique, la motivation de cette loi est moins de distribuer la terre à ceux qui n'en n'ont pas que de chercher la production maximum, peu importe que ce soit par des capitaistes qui exploitent des ouvriers agricoles ou par des paysans qui travaillent par eux-mêmes; autre intérêt: éviter une source de conflits lorsque des paysans sans terre se trouvent à côté de grandes propriétés incultes (cette loi est d'ailleurs le prétexte pour interdire les prises de terre sauvages). Si elle permettra une amélioration du problème agraire (le ministre WHEELLOCK estime qu'elle bénéficiera à 100 000 paysans), il faut relativiser la portée de cette réforme agraire puisque le paysan sans terre qui n'a pas la chance d'avoir dans son coin des grandes propriétés délaissées par leur propriétaire n'en profitera pas, pas plus que le travailleur agricole qui se fait exploiter de manière éhontée par un patron.

Le problème agricole est vraiment fondamental pour le Nicaragua, puisque c'est son activité principale, l'industrie étant très réduite. Il faut bien voir que jusqu'à présent 64,5 % de la terre est encore aux mains de la plus grande production capitaliste qui exploite les ouvriers agricoles presque comme avant; 21,5 % est constitué par «l'Aire Propriété du Peuple» c'est-à-dire en fait propriété de l'Etat (propriétés confisquées) avec théoriquement participation des travailleurs à la gestion de ces Unités de Production d'Etat et pratiquement, comme on l'a vu, des salaires pires que dans le privé et beaucoup de mal à faire entendre leur voix; les 14 % restants correspondent à la petite propriété privée traditionnelle aux mains de paysans dont une bonne partie pratiquent l'agriculture de subsistance qui ne leur permet même pas de nourrir correctement leur famille.

ET LES COOPERATIVES ?

On en parle beaucoup, surtout pour dire que les sandinistes ne sont pas spécialement axés sur l'étatisation de la terre; c'est vrai que c'est un domaine très intéressant, mais il faut voir la réalité: au mois d'août il y avait dans tout le pays 126 coopératives agricoles (NUEVO DIARIO 16.8.81); c'est bien peu par rapport au nombre de 360 000 petits paysans et salariés agricoles et ridicule par rapport au domaine étatisé; il y a deux sortes de coopératives, suivant que la terre est totalement mise en commun ou non, elle bénéficie d'aide et conseils techniques de la part d'un organisme d'Etat, Procampo, qui s'occupe aussi de commercialiser les produits, et de prêts financiers de la part de la banque d'Etat. Dans la région où nous avons travaillé, Zelaya Centrale, il y a eu après la Révolution 30 coopératives de formées; à cause de l'incapacité de Procampo, surtout en ce qui concerne la commercialisation des récoltes, beaucoup se sont cassées la gueule financièrement (c'est quand même dommage que ce soient des critères capitalistes qui entrent en jeu dans un domaine «socialiste»); au bout d'un an il en restait 16 et on pense que d'ici quelques mois il n'en restera que 2 ou 3. Allez maintenant parler de coopérativisme aux



bureaucrates des masses il ne devrait pas leur imposer l'uniforme militaire comme il l'a fait pour tous les travailleurs des ministères!

La plus grave est la fonctionnarisation de la gestion des entreprises d'Etat, qui placent à leurs têtes des petits bureaucrates qui n'ont aucun rapport avec la base et souvent une méconnaissance totale du terrain, et surtout qui n'ont aucun intérêt de classe en commun avec les travailleurs, leur principale motivation étant de conserver leur place.

Comme exemple on peut citer ces deux amis vétérinaires français qui travaillaient dans une ferme d'Etat et voyaient tous les matins leurs plans de travail, mis au point la veille avec les travailleurs, chamboulés par le directeur du centre qui n'avait jamais touché à un animal. Il lui fallait bien manifester de cette manière son utilité ! Les mêmes faits se passent dans toutes les entreprises de ce secteur, ce qui fait que souvent elles ne sont pas compétitives par rapport au secteur privé (et ce n'est pas les salaires des ouvriers qui

REFORMISME AGRAIRE

Face à la situation économique assez catastrophique, on répond souvent que la réforme agraire va tout changer, réforme agraire qui est présentée comme une mesure particulièrement révolutionnaire. Là aussi il faut voir les choses d'un peu plus près. Le titre peut faire croire à une redistribution complète de la terre, mais ce n'est pas exactement cela. Le texte dit que seront confisquées les propriétés de plus de 500 manzanas (350 hectares environ) dans la partie la plus développée du pays et de plus de 1000 manzanas (700 ha) dans le reste du pays, qui ne sont pas ou pas suffisamment exploités par leur propriétaire; elles seront distribuées à des paysans qui se mettent en coopérative pour les exploiter, ou à des Unités de Production d'Etat, ou à des paysans individuels avec priorité pour les anciens combattants de la guerre de libération et familles de héros et martyrs; d'autre part, les terres cultivées par des métayers, par exemple, seront confisquées à leur profit. On voit

paysans de cette région ! Nous ne savons pas si cela s'est passé de la même manière dans d'autres zones du pays mais le nombre de 126 coopératives pour tout le pays est là pour témoigner que ce n'est pas une priorité du gouvernement; on verra si ce secteur redémarre avec la réforme agraire mais pour l'instant il semble qu'il n'intéresse le gouvernement que dans la mesure où c'est la seule forme de socialisation possible des petits paysans, qui seraient difficilement «étatisables».

QUEL PLURALISME ?

Nous avons abordé certains thèmes comme l'organisation et les résultats de l'économie, la bureaucratie, la participation et les syndicats, bref les résultats concrets de la politique appliquée par le FSLN. Il conviendrait maintenant d'examiner quelle est cette politique et l'idéologie qui la sous-tend. D'abord, et cela a été mille fois répété, cette révolution se veut «pluraliste». Dans la réalité qui peut s'exprimer ? Essentiellement deux camps: d'une part le FSLN, les organisations qui en dépendent et ceux qui reconnaissent son rôle d'avant garde de la classe travailleuse et de dirigeant de la Révolution, d'autre part la droite, les courants bourgeois et capitalistes qui voudraient établir une «démocratie» à l'occidentale. Ces deux camps se partagent tous les médias et se disputent à travers ceux-ci une bataille de chiffonniers, que parfois vient «arbitrer» la Direction des Moyens de Communication du Ministère de l'Intérieur (censure) en interdisant temporairement «La Prensa», le quotidien de la droite, ou une de ses radios, assumant ainsi son rôle de protecteur de la liberté d'information en interdisant les «fausses informations» sur le processus révolutionnaire... en étant juge et partie de la véracité des informations. Mais on a l'opinion qu'on mérite. Si la droite a tant de force c'est parce que les sandinistes ont bien voulu lui laisser les moyens de production entre les mains; c'est-à-dire les moyens d'exploitation des travailleurs («quand nous parlons, notre force est de nous référer seulement au champ économique» dit Dreyfus, président du patronat, BARRICADA du 11 septembre 81). Alors s'il y a pluralisme, c'est surtout dans les manières d'exploiter le peuple.

A l'intérieur du camp révolutionnaire la situation est très claire: comme on l'a dit, ne sont tolérés en dehors du FSLN que les groupuscules ou les individus qui reconnaissent à celui-ci son rôle d'avant garde et de dirigeant de la Révolution, donc qui acceptent de lui laisser à lui seul le pouvoir. Et quand ils s'écartent un peu trop de cette norme on a recours à des arguments plus convaincants comme le savent les dirigeants du Parti Communiste du Nicaragua (groupuscule qui passe là-bas pour «gauchiste») qui font régulièrement des stages en prison. Quant à tous ceux qui sont plus à gauche, qui, tout en reconnaissant le rôle moteur du FSLN dans la victoire contre Somoza, ne lui reconnaissent pas pour autant la détention totale de la vérité et souhaitent une participation plus directe des travailleurs au pou-

voir, ceux-là on n'en parle même plus, ils ont été déclarés les premiers comme «ennemis de la Révolution» et éliminés dès les premiers mois. Contrairement à un camarade français optimiste qui disait dans IRL n. 38: «nous pouvons d'ores et déjà prétendre que les critiques faites à certains groupes de gauche, au sens «contre révolutionnaire» du terme (pour reprendre le qualificatif qui était employé à leur égard pendant la période qui va du 19 juillet 79 à ces jours-ci), le qualificatif de «contras» disparaîtront logiquement de la scène politique», nous pouvons affirmer qu'il n'en est rien, au contraire, plus les difficultés augmentent plus les sandinistes deviennent sectaires et donc plus ils voient de «contre-révolutionnaires» autour d'eux, nous le savons pour l'avoir expérimenté personnellement; même un camarade du Comité



direction. Car la réputation d'ouverture et de largeur d'esprit du Front est une légende. Même si historiquement le FSLN est le résultat d'une fusion de plusieurs tendances et s'il s'est allié pour gouverner à d'autres partis (moins à gauche que lui, il faut le préciser car cela renforce ce qui vient d'être dit sur l'unilatéralité vers la droite du «pluralisme»), la pratique montre que c'est la tendance marxiste-léniniste qui a l'hégémonie. Il n'y a pas besoin de connaître le dessous des luttes de tendance à l'intérieur du Front pour s'en rendre compte: les allusions sans cesse



français de Solidarité avec le Nicaragua qui travaillait là-bas a été expulsé du pays pour opinion non conforme. Mais rien ne vaut les discours des dirigeants, tel celui de Humberto Ortega, ministre de la défense, que EL NUEVO DIARIO du 15 septembre 81 rapporte ainsi: «(...) Il formula une rigoureuse dénonciation contre certaines positions ultragauchistes qui, non seulement s'abstiennent d'expliquer à leur base l'importance des mesures d'urgence, mais qui en plus sont en train d'essayer de diviser le mouvement ouvrier. Qu'ils sachent, les avertit-il, qu'avec une telle conduite ils s'opposent au devoir populaire de la défense et s'unissent à la réaction nationale et internationale dans leurs plans destabilisateurs, qu'ils violent les lois et que cette Révolution les fera respecter implacablement».

Cette dureté du ton, qui n'est pas pas une exception mais bien la règle quand il s'agit de remettre dans la droite ligne toute divergence sur la manière de conduire la révolution, est significative du sectarisme idéologique qui anime le FSLN et sa

répétées à des notions comme celles des «différentes étapes» par lesquelles doit passer le processus, du Front comme «avant-garde consciente» de la classe travailleuse (même si tous ceux qui le dirigent sont des ex-étudiants, fils de la plus haute bourgeoisie du pays), la hiérarchie et l'indiscutabilité de la Directin Nationale, l'invasion progressive de la vie civile par le militarisme et sa discipline, les références aux Pays de l'Est, au modèle cubain, et l'alignement sur ce bloc en politique internationale, l'invocation à tous propos du matérialisme historique et du «socialisme scientifique», le quasi-monopole des éditions de Moscou ou Cuba dans les librairies et les fascicules de formation plus que dirigés diffusés pour le peuple, tous ces faits qui forment la vie de tous les jours au Nicaragua sont là pour en témoigner. Mais il serait naïf de s'en étonner: le FSLN

s'est fondé dans l'ambiance de la Révolution cubaine, il a toujours été appuyé par ce pays, ses dirigeants s'y sont formés et actuellement les cadres des jeunes san-



inistes du FSLN et de l'EPS (Armée Populaire Sandiniste) continuent de s'y former par des stages politiques. Dans ce cadre on comprend qu'il y ait deux discours: celui qui transparaît à l'étranger, rassurant et ouvert, sur la Révolution «pluraliste et originale», style «Croisade d'Alphabétisation», et le discours interne des militants du FSLN quand on leur reproche de ne pas aller assez loin, qui présentent les compromis avec la propriété privée, la bourgeoisie, une fraction de l'Eglise, la Social-Démocratie internationale, comme des alliances tactiques nécessaires dans une première phase du processus mais qu'une

ens, certains sandinistes, d'autres non, à s'affronter avec les problèmes et à voir l'évolution des choses pendant cette période; d'autre part, elle correspond à une analyse qui s'appuie sur notre connaissance de l'histoire des mouvements politiques et idéologiques qui fait que, loin de projeter sur les événements une conception toute faite de ce qu'ils devraient être, nous pensons savoir apprécier ce qui dans la situation actuelle est un danger pour l'avenir ou ce qui a déjà été fait ailleurs avec les résultats qu'on connaît. Nous avons voulu montrer quels sont les problèmes qui viennent non pas des menaces internationales ni de l'héritage somoziste (ceux-là les médias traditionnels de gauche s'en sont déjà fait l'écho), mais de la propre politique appliquée par le Front Sandiniste de Libération Nationale et corriger quelques idées qui sont diffusées par ses sympathisants.

Comme l'a dit quelqu'un au cours du dé-



future «radicalisation» supprimera quand la Direction du Front aura jugé le temps venu; discours où on fait souvent valoir que «de toutes façons c'est nous qui avons les armes...»

Sachant d'avance que tout pays socialiste peut se permettre la critique voilée sur le papier, mais jamais dans le mouvement ouvrier, il ne faut pas s'étonner alors qu'on ait pu citer des textes «critiques» tirés de la presse sandiniste. Bien sûr ces textes sont écrits de manière déguisée, se gardant bien de mettre en cause une quelconque institution ou option gouvernementale, et se couvrant par l'affirmation de leur confiance inébranlable dans la Direction Nationale du FSLN.

Pour terminer nous voulons préciser notre démarche: certains peuvent se demander pourquoi toutes ces critiques, est-ce une volonté de «sabler» systématiquement la réputation de la révolution nicaraguayenne? Deux réponses: d'abord cette vision du Nicaragua est le résultat du vécu et du senti après dix mois à travailler à un niveau bien modeste parmi les nicaragay-

bat à la Gryffe: «Finalement ce qu'on montre comme une révolution originale et pluraliste n'est qu'un mouvement bien modéré qui ne fait qu'en reproduire d'autres sans même aller plus loin...»

Alors nous pouvons nous demander dans quelles conditions pratiquer la solidarité avec les révolutions? Ou encore jusqu'où faut-il aller une fois la révolution faite et un parti quelconque au pouvoir, sachant d'avance qu'historiquement tous les «partis d'avant-garde» ont trahi la révolution quand ils ont été au pouvoir?

Il nous faut inventer d'autres méthodes de lutte qui ne nous fassent pas tomber dans les normes traditionnelles, qui nous conduisent à la schizophrénie (appuyer un Etat totalitaire quelque part dans le monde quand il se prétend révolutionnaire, en même temps qu'on réclame la liberté dans son propre pays).

CLAUDE ET JENNY, décembre 81

Toutes les photos sont des auteurs de l'article.



Conception graphique :
Atelier de Création Libertaire

FRANCFORT CONTRE L'AÉROPORT

Eric, un des participants au quinzomadaire «CAFE NOIR» vient de passer une quinzaine de jours en Allemagne, à Francfort précisément. Il nous parle ici de ce qui est en train de se dérouler dans cette ville et de ce qu'on peut attendre du mouvement qui s'est organisé autour de la lutte contre l'extension de l'aéroport.

IRL: Peux-tu nous expliquer ce qui se passe à Francfort ?

Eric: Le mouvement de contestation qui se développe à Francfort provient de la décision qui a été prise de construire une nouvelle piste d'atterrissage sur l'aéroport de Francfort. Cette piste servira essentiellement aux bombardiers américains et sera une des plus grosses bases extérieures américaines dans le monde. A la suite de cela, les BURGER-INITIATIV (comités de quartier élargis, regroupants des écolos, l'Eglise protestante, l'allemand moyen progressiste, les Spontis et le mouvement alternatif) ont décidé de riposter contre ce projet. Il faut savoir aussi que cette base va détruire 40 millions d'arbres et assécher plusieurs petits lacs. C'est pour cela que les habitants d'un village, à côté, dont beaucoup travaillent pourtant déjà à l'aéroport, se sont déclarés contre l'extension à environ 70 %. Il est d'ailleurs amusant de voir, dans les interviews du TAGES-ZEITUNG (un Libé allemand plus militant), les vieux raconter qu'ils n'auraient jamais pensé aller dans des manifs, alors que maintenant, ils ne pensent qu'à ça, que CDU et SPD c'est la même chose et que les terroristes ont finalement bien raison.

IRL: Pratiquement, comment se déroule cette lutte ?

Eric: Des villages en bois, par exemple,

ont été bâtis dans la forêt, à l'emplacement de la future piste. Bien sûr, les flics viennent déloger leurs occupants et rasent ces villages, qui sont aussitôt reconstruits un peu plus loin. D'ailleurs, beaucoup de jeunes du village d'à côté viennent vivre dans ces cabanes et ils sont soutenus par leurs parents qui leurs apportent de quoi bouffer.

A Francfort même, il y a une manif tous les jours, à 17 heures précise. Et cela devrait durer jusqu'au 21 février. Et tous les jours, ce sont environ 10 000 personnes qui y participent, encadrés par un imposant dispositif policier: flics harnachés, auto-pompes blindées balançant quelque fois, en plus de la flotte sous pression, un gaz plus ou moins toxique.

A cela, il faut ajouter les manifs qui ont lieu dans la forêt et qui ont regroupé jusqu'à 50 000 personnes. Le 14 novembre, une grande manif a eu lieu à WIESBADEN, capitale du Land, pour apporter les pétitions demandant un référendum.

IRL: Quels sortes de personnes participent à ce mouvement ?

Eric: D'un côté, il y a les BURGER-INITIATIV, regroupant des Allemands progressistes, l'Eglise protestante, les écolos, les pacifistes, tous étant relativement réformistes ; de l'autre côté, le mouvement alternatif, très fort à Francfort. Ce mouvement se compose de communautés, de

squatts, de journaux, de librairies, de collectifs, de restaurants, de garages, d'ateliers divers, etc... C'est un mouvement qui est très renfermé sur lui-même, dans un ghetto: une sorte de contre-société coupée du reste de l'Allemagne.

IRL: Et quelles sont les perspectives de ce mouvement ?

Eric: C'est assez difficile à déterminer. Personne ne sait vraiment trop jusqu'où ça peut aller. Les copains allemands expliquent qu'on sent une certaine tension dans la ville (manifs, tracts, discussions), qu'une énergie existe mais personne ne voit sur quoi elle peut se canaliser à long terme. C'est un mouvement ponctuel qui pour l'instant n'est pas du tout théorisé.

L'intérêt de ce genre de mouvement c'est qu'il permet d'établir une jonction entre le mouvement alternatif ou radicalisé et une partie de la population allemande. Des sections syndicales sont ailleurs en train de prendre publiquement position contre l'extension de l'aéroport.

IRL: Est-ce que ce mouvement est en relation avec le mouvement pacifiste qui est en train de se développer en Allemagne ?

Eric: Oui, cela le sous-tend implicitement. Ce qu'il faut voir, c'est que l'Allemagne est un pays colonisé essentiellement par les Américains et accessoirement par les Français et les Anglais. A Francfort, il y a 20 000 Américains, avec leurs quartiers réservés, leurs baraques, leurs trafics (de drogues, en particulier). Des camions de l'armée se baladent dans les rues... Ce qui fait que les Allemands sont particulièrement sensibilisés aux problèmes de l'impérialisme américains. On peut citer, à titre d'exemple, la campagne nationale «des armes pour le Salvador», lancée par le TAGES-ZEITUNG et qui a récolté 3 millions de francs (300 millions de centimes).

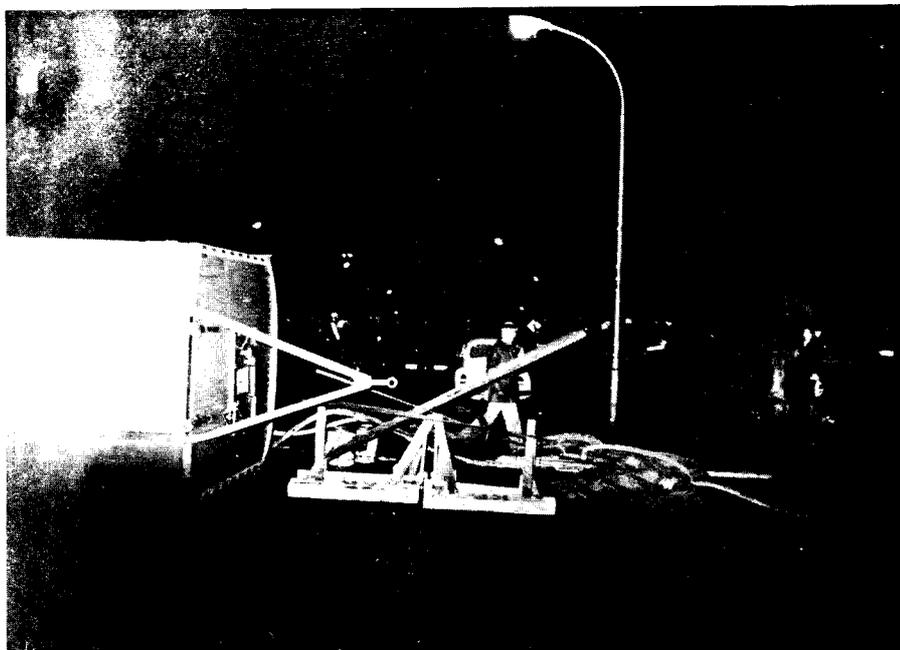
IRL: Existe-t'il de l'agressivité envers les troupes américaines d'occupation ?

Eric: Non, il n'y a pas d'attaque directe physique: le mouvement reste jusqu'à présent relativement pacifiste. Mais, quand les manifs passent devant les bâtiments américains, il est vrai que les gens sifflent et gueulent.

IRL: Et les anars ?

Eric: Il existe en fait très peu de groupes organisés (trotskistes, maoïstes, anarchistes...). La majorité du mouvement est composé d'Alternatifs et de Spontis. Dans les manifs que j'ai pu faire à Francfort, ou même dans la rue, j'ai rencontré des dizaines de jeunes avec des A cerclés, des drapeaux noirs... Mais, en fait, ça ne correspond pas à un mouvement anarchiste réel. Ça correspond plus à des Spontis pour qui le A cerclé représente une radicalisation de la révolte qu'à une référence à des théories anarchistes. Ce qui est certain quand même, c'est qu'il existe des anars et aussi des espagnols de la CNT qui ont l'air assez difficile à joindre. (Avec des copains allemands, nous avons essayé d'aller à un débat organisé à l'Université par la CNT; malheureusement, on n'a jamais pu trouver la salle !).

IRL: Quelles sont les réactions du gou



vernement allemand face à ce mouvement ?

Eric: Du côté du SPD (Parti Socialiste Démocrate au pouvoir), celui-ci se sert de la presse de droite pour essayer de faire passer tous les manifestants pour des dangereux subversifs, voire des terroristes, et ainsi justifier sa politique de répression accrue. Mais, à terme, ça risque de se retourner contre lui dans la mesure ou une partie de son électorat peut passer à droite estimant que celle-là serait mieux à même d'établir un pouvoir fort. D'un autre côté, il existe toute une frange du SPD qui a pris nettement position pour le pacifisme et contre l'extension de l'aéroport et amène le SPD à la limite de la scission.

Du côté du CDU (Chrétiens Démocrates, la droite) on essaye de faire des barrages juridiques pour casser le mouvement. La ville de Francfort (CDU) a essayé d'interdire les manifs mais a été désavouée par le tribunal du Land. De même elle essaye de s'opposer à l'initiative de référendum régional, en déclarant que c'est un problème national.

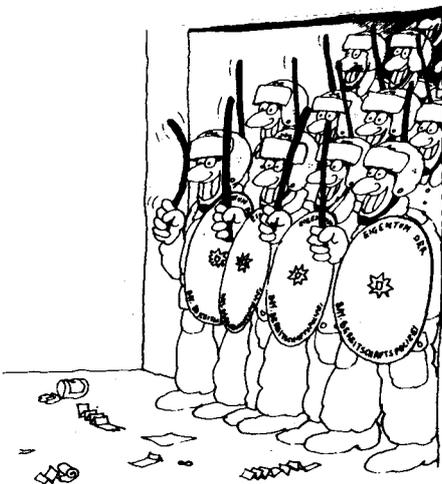
Ce qui se passe aussi, c'est que les groupes d'extrême-droite, ou même de la droite « dure », sont en train de se développer contre ceux qu'ils considèrent comme des terroristes (10 000 « terroristes » dans la rue tous les jours, faut avouer que ça a de quoi les faire flipper).

Les copains allemands commencent à craindre sérieusement l'arrivée de la droite et d'un pouvoir fort en Allemagne. autant plus que les BURGER-INITIATIV se radicalisent peu à peu, dans la mesure où elles sentent qu'elles se font baiser la gueule par les autorités qui essayent de gagner du temps pour pouvoir construire cette piste et ainsi mettre tout le monde devant le fait accompli.

IRL: Est-ce que tu crois qu'ils vont construire cette piste ?

Eric: D'après les discussions que j'ai eues, je pense que oui. Mais, à long terme, ça pourrait déboucher sur des perspectives nouvelles, en particulier par la jonction entre le mouvement alternatif et une partie de la population allemande, d'un côté, et, de l'autre, amener à une radicalisation de la lutte alternative allemande.

Lyon, le 20 novembre 1981



LA GRECE EST SOCIALISTE

Un autre pas vers une Europe socialiste ?

J'arrive en Grèce le lundi 12 octobre, pour ma première nuit dans ce pays. Impossible de dormir, il y a dehors une rumeur assourdissante, une fête foraine peut-être. Le lendemain m'apporte une autre vision du phénomène : la ville est littéralement recouverte d'affiches, on marche sur des tracts et l'air est saturé par le bruit des klaxons et des mégaphones qui diffusent en alternance musique et discours. Plus tard, un militaire américain m'explique : « Tout ce bruit ? C'est à cause des élections générales de dimanche 18 ». Dans le petit village où il habite, le bruit l'a empêché, lui aussi, de dormir la nuit précédente. Puis il m'apprend les noms des principaux partis en présence.

D'abord Nouvelle Démocratie (ND), leader Geroges RALLIS, alors 1er Ministre ; leurs bombages et affiches sont de couleur bleue ; leur emblème, le flambeau olympique, est bien semblable à celui du Parti fasciste italien (le MSI).

Puis le Parti Panhelleniste Socialiste (PASOK) dont le leader est Andréas PAPANDEOU ; leurs bombages et leurs affiches sont à dominante verte et leur emblème est un soleil vert.

Il allait presque oublier le troisième, le Parti Communiste Grec (KKE) qui lui n'a pas de tête d'affiche : il fait campagne pour obtenir 17 % des suffrages. Leurs bombages et leurs affiches sont de couleur rouge, leur emblème les sempiternels marteau et faucille.

Cette semaine-là, la Grèce vit au rythme effréné de la campagne électorale : meetings, manifestations, diffusion de tracts à la volée se succèdent tandis que les murs, les voitures et chaque espace libre se couvrent de bleu, de rouge, surtout de vert. L'effervescence et l'enthousiasme débordent en ville comme à la campagne, sans laisser de place à l'intolérance. En effet, chacun ici aujourd'hui utilise et respecte pleinement une liberté d'expression encore fraîche et fragile, premier symbole de la démocratie (un concept qui a traversé l'Histoire grecque) si longtemps étouffée par l'ordure kakie.

Lundi 19, un berger me trace dans le sable d'une plage isolée les résultats des élections :

PASOK 48,06 % 172 députés majorité absolue

ND 35,86 % 115 députés

KKE 10,92 % 13 députés

le reste des suffrages se partage entre différents petits partis qui n'ont pas obtenu de siège.

C'est la victoire, c'est sa victoire. « Nous avons mis dehors les capitalistes pour essayer les socialistes. Si ceux-ci ne nous satisfont pas, la prochaine fois, nous votons communiste » s'exclame le vieux berger.

Et c'est aussi le juste succès d'une tendance progressiste déjà forte il y a plus de 20 ans et qui s'est élargie depuis. En 1958, 25 % des suffrages se sont exprimés contre la droite ; en 1964, 65 %. Alors pour briser cet élan vers le changement, la monarchie (style anglais) acheta une partie des députés « de gauche ». Ces basses manœuvres ne suffirent pas ! En 1967, on prévoyait une nouvelle défaite la droite et c'est pourquoi l'armée prit le pouvoir 1 mois avant les élections. Dans les années qui suivirent Andréas PAPANDEOU, en exil, élaborait la plateforme d'un parti socialiste : le PASOK. Celui-ci récolta déjà en 1977 25 % des suffrages sur la base du programme actuel.

Le PASOK prévoit, en politique intérieure, un ensemble de mesures économiques et sociales assez semblables à celles du PS en France : d'abord, la lutte contre l'inflation très forte en Grèce 23 % par an ; la décentralisation du pouvoir ; des nationalisations (acier, ciment) ; à noter que le problème du chômage ne se pose pas avec la même force qu'en France : il y a officiellement 21 600 chômeurs. Bien que bénéficiant lui aussi d'un « état de grâce », le nouveau gouvernement travaille vite au changement.

Andréas PAPANDEOU se veut l'homme fort de ce nouveau régime. Déjà, de fait, 1er Ministre, il s'est réservé le poste clé de Ministre de la Défense et a placé au Ministère des Affaires Étrangères un de ses hommes dévoués M. HARALAMBOPOULOS. Cela lui permettra d'éloigner tout danger d'action anti-démocratique de la part de l'armée et de mener, les mains libres, les difficiles négociations à venir sur la position de la Grèce à l'intérieur de l'OTAN et le statut des bases américaines sur le territoire. En effet, M. PAPANDEOU a précisé ses intentions en matière de politique étrangère lors d'un interview donné à une chaîne américaine de télévision ABC, en déclarant : « Nous sommes le seul État membre (de l'OTAN) à être confronté à une menace venant d'un autre membre... La Turquie, en 1974, a envahi Chypre (elle revendique aujourd'hui la moitié de la Mer Égée, territoire grec) et a usé des armes de l'OTAN qui lui avaient été données par les États-Unis, en violation des règlements et résolutions du Congrès Américain. Et l'OTAN est restée complètement indifférente... Il est surprenant et très étrange que l'Alliance refuse de protéger nos frontières à l'Est... Il est clair que les alliés sont en train de créer une formidable force militaire en Turquie, composée de 120 000 hommes et s'appelant l'armée de la mer Égée... Cette armée a 150 engins de débarque-

ment. Pour faire quoi ? Pour débarquer des troupes sur les rives soviétiques de la Mer Noire ? ! » A la question : « Qu'attendez-vous des États-Unis à ce sujet ? » Il a répondu : « C'est très simple : l'administration américaine constitue la clé de l'OTAN. Une simple déclaration affirmant que les frontières de la Grèce sont protégées de toute menace venant de toute direction serait suffisante. »

Au sujet des bases américaines, de très grande importance stratégique à cause de la position de la Grèce sur la Méditerranée et de sa proximité du bloc soviétique, Andréas PAPANDEOU a déclaré : « Nous sommes contre les bases ; c'est clair, contre les armes nucléaires... Nous savons aussi qu'il serait fou d'entamer une confrontation avec les États-Unis... donc nous devons négocier avec eux la durée d'existence des bases ainsi que le droit à un contrôle total de notre part sur ce qui se passe dans les bases et sur les informations transmises par elles à la Turquie. »

A noter que, pendant quinze jours, le gouvernement n'avait fait aucune déclaration à ce sujet alors qu'il avait développé des positions très fermes pendant la campagne : fermeture des bases et retrait de l'OTAN. On peut supposer qu'entre temps, les États-Unis ont émis quelques mises en garde, pour sauver leur influence dans cette région de la Méditerranée.

Par ailleurs, le 1er Ministre grec a précisé sa politique vis-à-vis du Proche-Orient : « Nous reconnaissons l'OLP... et nous allons changer le statut du Bureau de l'OLP à Athènes en celui de Mission Diplomatique. » Parallèlement, la Grèce ne reconnaît pas l'État Hébreu et Israël n'a donc à Athènes qu'une représentation qui n'a pas rang d'Ambassade.

« Notre sentiment est que le Peuple de Palestine a droit à son propre État et tant que ceci ne sera pas compris, il n'y aura pas de Paix au Proche-Orient. Ceci est, je pense, notre message au monde. »

Au sujet de l'Europe, PAPANDEOU a développé la vision suivante : « Nous aimerions voir une Europe qui ne soit pas

divisée en 2 blocs opposés : l'OTAN et le Pacte de Varsovie. Nous croyons en une Europe qui sera délivrée de toute arme nucléaire. » On peut rapprocher cette vision de celle, plus limitée, du Président du Parti Communiste bulgare, ZHIVKOV, qui proposait récemment de faire des Balkans une zone sans arme nucléaire.

Il ressort de cet interview que M. PAPANDEOU veut faire jouer à la Grèce un rôle dans la diplomatie mondiale. L'image qu'il a donné de lui à cette occasion montre qu'il en a la capacité. En effet, de cet ami de MITTERRAND émane la même force tranquille, et le ton ferme de ses réponses, son élocution claire et précise forcent l'attention. Mais peut-être n'est-il, comme le président français, qu'un homme de pouvoir ? !

Comme l'ont déclaré plusieurs personnalités, l'élection du PASOK relance les espoirs de « changement » dans d'autres pays de la CEE. On parle ici beaucoup du succès presque certain des Socialistes lors des élections de 1983 en Espagne. En Angleterre, en Italie, les partis de cette tendance sont de plus en plus forts, et ça bouge de l'autre côté du rideau de fer !

Le socialisme fait tache d'huile en Europe au moment où l'on reparle aussi d'Union Européenne. Ainsi donc s'ébauche peut-être une Europe Unie, indépendante et... socialiste. L'Espoir ?

Pourtant, je n'arrive pas à oublier certaines coïncidences troublantes : le soleil vert du PASOK, le nom du régime qui sévit en Europe dans le livre de Georges ORWELL (l'Angsoc socialisme anglais) et bientôt... 1984 !!!

P. LUCAS

PS : Pour ceux qui ont du mal à lire entre les lignes, un clin d'œil à l'article de Jean-Dominique dans le numéro précédent.

Parti pour un voyage-vacances en Grèce, je me suis retrouvé pris dans le tourbillon des élections ; alors, petit à petit je me suis renseigné, ai acheté les journaux. Et l'envie est venue de donner ces informations d'écrire ces visions qui parfois me traversent la tête. D'où les pages qui suivent, expression d'un senti et de son évolution, et non pas vision exhaustive de la situation politique dans ce pays.



Syndicat Autogestionnaire des Travailleurs

Le 3 octobre 1978 se tenait l'assemblée générale de constitution du Syndicat Autogestionnaire des Travailleurs des centres de Tri PTT du Rhône. Ses adhérents venaient de quitter la CFDT ; certains avaient été exclus, les autres avaient démissionné par solidarité avec leurs camarades exclus.

Pendant ces 3 années, le SAT est intervenu sur Lyon-Gare et Lyon-Montrochet (centre de tri automatisé), avec les travailleurs, chaque fois que cela a été possible : tracts, prises de parole lors des assemblées générales, arrêts de travail... Un bulletin d'informations est tiré régulièrement, tribune libre où les travailleurs des PTT peuvent s'exprimer sur tous les sujets qui les touchent. A l'extérieur des PTT, le SAT a participé et même impulsé divers meetings : répression dans les pays de l'Est, Solidarnosc, juge Bidalou...

Malgré nombre de difficultés (non-reconnaissance du SAT par l'administration, attaques de la CGT...) le SAT a vu le nombre de ses adhérents doubler ; aux élections de la cantine Montrochet, il a obtenu 13 % des voix, soit un élu. De même, un SAT s'est créé aux chèques postaux et commence à intervenir dans les luttes. Un autre SAT est en formation sur les bureaux de poste du Rhône (Recette Principale, Villeurbanne, Vénissieux).

Face à cela, l'administration, imitée en cela par les syndicats CGT, CFDT et FO a joué les sourdes et muettes, refusant de prendre en compte toutes les demandes d'audience du SAT, espérant que, lassés, les militants du SAT cesseraient toute activité syndicale. Mais, en novembre, un changement s'est produit du côté de l'administration.

En septembre, le dernier bulletin du SAT publiait un article relativement virulent à l'encontre de deux cadres répressifs. Coup de tonnerre ! La CGT décide de répondre à l'article du bulletin en affichant un tract où elle traitait le SAT de lâches individus anonymes (tract reproduit plus loin). Suite à cela, l'administration, en la personne de J.C. Rauch, directeur des postes du Rhône, fait parvenir au cadres une lettre dans laquelle il leur apporte le soutien de l'administration contre « ces violences porteuses d'insécurité ». Il fait planer la menace au recours à l'article 12 du statut général des fonctionnaires, article portant sur les outrages et la diffamation (lettre reproduite plus loin).

Le SAT décide de réagir et distribue deux tracts : l'un en réponse à l'administration, l'autre en réponse à la CGT (réponses reproduites plus loin). Ces tracts, auxquels le SAT a joint les lettres de la CGT et de la direction, ont été tiré à plus de 2000 exemplaires. Lors d'une première distribution à Montrochet, deux distributeurs, membre du SAT, ont reçu un PV de la part d'un chef. Riposte de la section Montrochet du SAT, qui organisa une distribution massive du tract : résultat, une dizaine d'adhérents sanctionnés. Le SAT décide de ne pas laisser isolés ses adhérents, sanctionnés ; des distributions massives ont lieu, la mobilisation s'accroît. Une pétition devrait circuler au niveau des PTT, demandant la liberté d'expression syndicale, des communiqués à la presse dénonçant la répression et demandant aux travailleurs, associations, organisations politiques... d'intervenir auprès du ministre de la Fonction publique pour que la liberté d'expression soit reconnue pour toutes les organisations syndicales.

A côté de cela, le SAT a engagé une procédure juridique pour que l'administration reconnaisse son existence. Des bons de soutien (à 10 F) circulent dès à présent afin de permettre de mener à bien toutes ses actions : on peut les obtenir en écrivant au SAT, 34 rue Bancel, 69007 LYON, ou en passant à la librairie La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe 69007 LYON.



**SYNDICAT AUTOGESTIONNAIRE
DES TRAVAILLEURS
DES CENTRES DE TRI PTT
DU RHONE
34, RUE BANCEL 69007 LYON**

Le 26 septembre 1981, la CGT affichait un peu partout un tract sur le SAT et son bulletin.

Ce tract n'ayant pas été distribué ouvertement nous le joignons au notre car nous pensons qu'il mérite d'être porté à la connaissance de tous même si le ton employé à l'encontre de notre syndicat est vif et nettement plus agressif que celui utilisé à l'égard de l'administration.

Il est bien évident que mis en cause de la sorte, le SAT se devait de répondre. Cependant nous avons volontairement attendu quelque temps pour le faire « à froid ».

La polémique stérile ne nous intéresse pas et nous ne croyons pas qu'elle soit utile aux travailleurs.

Nous préférons à cette occasion et dans un esprit constructif expliquer à

nouveau le pourquoi et le but de nos articles.

Ces 7 dernières années ont été pour tous les travailleurs des PTT des années noires. Ils ont dû subir une furieuse offensive du pouvoir giscardien visant à la fois à rentabiliser le service public sur leur dos et à les mettre au pas complètement et définitivement.

C'est pourquoi la restructuration technique s'est accompagnée d'un autoritarisme accru et de l'arbitraire le plus total contre le personnel.

Malheureusement, on a également vu durant ces années un grand nombre d'encadrants se faire des exécutants actifs et des serveurs zélés de la politique préparée dans les hautes sphères de l'administration, se démarquant ainsi de plus en plus du personnel et de ses luttes.

Partout les postiers ont à subir cette attitude répressive d'individus imbus de quelque pouvoir et s'en indignent.

Encore récemment des postiers de Lyon Gare, dans un article intitulé « Ras le bol », les mettaient en cause en ces termes :

« A Lyon Gare Entrepôt jour, un clan d'irréductibles chez le personnel encadrant tient à imposer sa loi, voire sa dictature, et l'on assiste à de dures réprimandes, des commandements excessifs, dignes d'un caporal chef, souvent sans soucis de respect et de correction vis-à-vis des travailleurs.

Où vous croyez-vous Messieurs ?

Saint Paul, c'est à deux minutes à pied, peut-être avez-vous manqué votre vocation, qui sait ! »

Non, il ne s'agit pas du bulletin du SAT mais de celui... de la CGT intitulé AGIR numéro 3 de septembre 1981.

La défense vertueuse des petits chefs ne fait pas l'unanimité dans la CGT.

A MONTROCHET

Au transbordement jour et nuit, le renforcement de l'autoritarisme et de l'arbitraire a accompagné la dégradation constante de nos conditions de travail et de vie.

Énoncer ici toutes les brimades, les pénalisations et les sanctions dont le personnel a été victime serait trop long. Mais on peut dire que l'on doit supporter en plus d'un travail pénible, l'attitude suspicieuse, méprisante et autoritaire de certains encadrants installant un climat malsain dommageable à la bonne marche du service et rendant notre tâche encore plus ingrate.

Force nous est de constater qu'un grand nombre d'encadrants du transbordement se comportent en adversaires de classe avec toutes les conséquences gravissimes que cet état de fait signifie pour nous :

- Aucune solidarité dans les luttes des travailleurs. Les débrayages pour le maintien des auxiliaires en sont l'exemple le plus récent.
- La quasi totalité de l'encadrement n'hésite pas à faire le travail de préposé pour combler les trous. Ce qui permet de faire fonctionner le trans-

bordement avec un manque d'effectif chronique.

- Remarques désobligeantes et brimades gratuites.
- Nombreux PV qui entraînent la notation au demi-choix et ses suites : vol de la prime de rendement, retard dans l'avancement, retard dans les mutations et menace permanente de sanctions beaucoup plus graves. Et cela l'encadrement ne l'ignore pas.
- Certains prennent un plaisir évident à sanctionner avec le soutien et même la surenchère de la hiérarchie. En 3 ans pas une seule fois en cas de conflit il n'a été donné raison à un préposé et l'on retrouve toujours d'un côté l'entente direction-encadrants, de l'autre les préposés.
- Rappelons enfin que l'un des encadrants nommés dans le dernier bulletin a activement contribué avec d'autres de ses semblables à la mutation

C.G.T. F.S.M.

Section TRANSBORDEMENT NUIT

Qui de l'ensemble des postiers de MONTROCHET ou du transbordement pouvait encore ignorer le niveau intellectuel de la « production du S.A.T. ? »

Le dernier numéro a dû éclairer les derniers à convaincre... s'il en restait.

C'est un petit chef-d'œuvre dans le « nauséabond ».

Grossièreté, mouchardage (le voleur qui crie au voleur) inexactitude, menace, n'ont jamais rien apporté de positif dans les relations de service, pas plus que solutionné quelque problème que ce soit.

Il est pour le moins peu « écologique » de répandre un telle prose. Et c'est faire à un bien mauvais usage d'un droit très chèrement acquis, dans des périodes bien difficiles, par des camarades de la C.G.T. principalement, dont le centre de tri peut encore s'enorgueillir aujourd'hui.

S'adresser à l'ensemble des travailleurs nécessite un minimum d'honnêteté, de responsabilité, d'éducation, d'intelligence et de RESPECT pour ceux à qui on prétend s'adresser.

Ce qui semble toujours ne pas être à la portée de certaines « têtes pensantes » du SAT, qui ont vagabondé aux travers des organisations syndicales du centre (et qui en ont d'ailleurs été rejetées).

disciplinaire d'un militant CGT qui a entraîné plus tard la démission de ce dernier.

A PROPOS DE LANGAGE

Le tract de la CGT nous reproche notre langage.

Quand nous écrivons un article sur la vie ou les relations au transbo, nous employons un langage parlé. Nous ne faisons pas des exercices de style, nous décrivons une réalité qui malheureusement existe.

Le langage populaire est-il grossier ? Nous ne le pensons pas. C'est un langage vivant qui ne s'embarasse pas des politesses de salon.

Un tract est un outil de lutte. Quelle que soit sa virulence c'est encore bien faible face à l'arsenal répressif de l'administration.

Quant au respect, nous, militants du SAT, sommes profondément respectueux de chacun des travailleurs et notre pratique syndicale est fondée sur ce principe.

Par contre quel respect ont-ils d'eux-mêmes ces encadrants qui encaissent en silence les pires vexations de leurs supérieurs (sévères engueulades publiques par exemple) et se vengent de leur bassesse en saquant les préposés.

POURQUOI LE SAT PUBLIE DES NOMS

En acceptant de se faire les instruments de la politique répressive de l'administration, certains encadrants (une grande partie) font un choix de classe.

Quelles que soient les motivations de ces individus (arrivisme, trouille, lacheté) leurs activités vont à l'encontre des intérêts du personnel et du service public.

Au SAT nous voulons briser le secret de la réalité des sanctions et l'isolement des préposés.

Nous avons choisi de porter à la connaissance de tous les abus de certains encadrants, car nous pensons que c'est un moyen efficace de lutte contre l'arbitraire et l'injustice.

Quand ces chefs mettent un PV (ou le font mettre), en plus du soutien de la hiérarchie, ils disposent d'un épais matelas de bonne conscience conforté par un certain anonymat. Cet anonymat qui leur permet de faire leur sale besogne en toute quiétude n'a pas lieu d'être.

Au SAT, nous sommes pour la disparition de la hiérarchie car nous estimons que c'est un instrument de l'administration pour maintenir les travailleurs dans leur situation d'exploités et s'opposer à leur émancipation.

Les militants du SAT ont et auront une attitude correcte avec les encadrants qui respectent les travailleurs.

Ceux qui croient bon de mépriser les travailleurs et leurs droits et n'ont pas de scrupules à sanctionner ne devront pas s'étonner de voir leurs noms sur un tract.

Nous sommes conscients de la gravité de nommer les gens mais nous pensons que ces individus doivent assumer devant tous la responsabilité de leurs actes.

Les 20 têtes pensantes du SAT Transbordement nuit

Nous tenons à préciser qu'aucun adhérent du SAT transbo nuit n'a été exclu d'une organisation syndicale de Montrochet ou d'ailleurs.

Certains n'étaient pas syndiqués avant d'adhérer au SAT. Ceux qui militaient auparavant dans d'autres syndicats (CGT ou CFDT) les ont quittés de leur plein gré.

**SYNDICAT AUTOGESTIONNAIRE
DES TRAVAILLEURS PTT DU RHONE
CENTRE DE TRI
SERVICES POSTAUX
SERVICES FINANCIERS
34 RUE BANCEL 69007 LYON**

**Lettre ouverte à Monsieur Jean-Claude RAUCH
Directeur des Postes du Rhône**

○ Début novembre, c'est-à-dire plus d'un mois après la parution du bulletin du SAT, vous avez fait afficher une lettre adressée aux cadres de Lyon Montrochet. Voir document joint.

○ Vous nous reprochez tout d'abord d'agir à l'abri de l'anonymat.

Le SAT créé le 3 octobre 1978 est inscrit depuis le 29 novembre 78 sous le numéro 2958 au répertoire départemental.

Le dossier confirmant notre création a été envoyé aux chefs de centres de LYON-GARE et LYON-MONTROCHET ainsi qu'au directeur départemental des Postes du Rhône au mois de décembre de la même année.

Nous sommes titulaires d'un compte courant postal numéro 78696 M ouvert au centre de LYON.

Des militants du SAT sont nommément mandatés par service auprès de l'administration.

Nous agissons à visage découvert et nos militants sont partout connus de tous.

Où est l'anonymat dans tout cela ?

La notation anonyme c'est votre fait par contre ! Vous paraissez bien mal placé pour nous donner des leçons en la matière.

○ Notre syndicat a effectué de nombreuses demandes d'audiences par lettres recommandées avec accusé de réception. Ces demandes sont restées sans réponse jusqu'à ce jour.

A cette occasion, nous renouvelons notre demande d'être reçus par le Chef de Service.

Sans lâcheté, dont vous nous accusez, nous sommes prêts à discuter et à apporter les preuves de ce que nous avançons.

Mais vous, aurez-vous le courage de nous recevoir ?

○ La violence et l'insécurité, dont vous rendez le SAT responsable, sont le fruit de votre imagination. Sur quels faits vous appuyez-vous pour avancer de telles affirmations ?

Si effectivement une tension existe, elle n'est pas le fait des travailleurs du centre, mais elle est engendrée par l'insatisfaction des revendications du personnel dont nous vous tenons pour partie responsable (manque d'effectifs chronique, mauvaises conditions de travail, fonction répressive de l'encadrement).

○ Vous prétendez ensuite représenter l'ensemble du personnel. C'est là le rôle des organisations syndicales.

Nous-mêmes avons obtenu 13 % des voix (1 élu) aux dernières élections de la cantine MONTROCHET-LYON GARE.

Ce n'est pas par mépris que les travailleurs nous ont accordé leurs voix.

Nous déplorons que vous recherchiez le soutien d'autres organisations syndicales pour diviser les travailleurs. Mais savez-vous ce qu'en pensent les adhérents de ces organisations ?



○ Monsieur RAUCH, malgré vos intimidations et vos menaces nous continuerons à lutter pour faire aboutir les revendications des travailleurs.

Vous n'ignorez d'ailleurs pas que nous avons engagé une procédure juridique. Notre avocat vous a envoyé une lettre faisant part de notre intention de saisir le tribunal administratif si vous persistez dans votre refus de recevoir le SAT.

Au SAT, nous sommes des hommes et des femmes déterminés à lutter avec les travailleurs pour notre émancipation et pour l'avènement d'une société libre et égalitaire.

le 24 novembre 1981

SYNDICAT AUTOGESTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS

CAMARADES

A ce jour 16 militants du SAT sont sanctionnés par l'administration pour avoir distribué des tracts à Lyon Montrochet centre de tri PTT, nous demandons à tous, individus, associations, organisations syndicales et politiques de protester en envoyant à Monsieur le ministre de la fonction publique 34 rue de Babylone 77007 PARIS, des motions, des télégrammes ou des lettres de protestation. Ci-joint une lettre type:

Depuis Novembre 81, des militants du Syndicat Autogestionnaire des Travailleurs des centres de tri PTT du Rhône sont sanctionnés pour distribution de tracts à Lyon Montrochet C.T.

Depuis 3 ans que les militants du SAT s'expriment et distribuent leurs tracts, c'est la première fois que des sanctions sont prises à leur encontre.

Il est intolérable à l'heure où l'on parle de l'élargissement des droits syndicaux que de tels faits se produisent.

Je proteste contre cette atteinte inadmissible à la liberté d'expression et demande la levée immédiate de ces sanctions et la liberté d'expression pour toutes les organisations syndicales dans la fonction publique.

Lyon, le 5 décembre 1981

IRL a déjà publié, dans différents numéros, des articles sur la section LYON-GARE, exclue de la CFDT, et sur le SAT. Ces numéros sont disponibles à l'adresse du journal.

- IRL 17, décembre 77 Texte de la section CFDT de Lyon-Gare
- IRL 23, 15 décembre 78 Texte de création du SAT
- IRL 28, 15 mai 1979 Qu'est-ce que le SAT ?
- IRL 36, oct-novembre 80 Parution d'une longue interview de militants du SAT.
- IRL 37, déc-janvier 80

A-t-on choisi le bon camp ?

CHOISIR SON CAMP, c'est choisir ses alliés pour la prochaine guerre. On ne se met pas d'avance dans le camp des perdants. Le temps de paix ? Ça ne compte évidemment pas. Juste le temps de compter les morts, de médailier les vivants, de se remettre au travail et de faire une nouvelle génération de soldats, et on se prépare gaiement à la prochaine.

La prochaine vraie grande et belle guerre est déjà dans les cartons des états-majors. Les « théâtres d'opération » possibles sont prêts (Asie du sud-est, Moyen-Orient ou Europe), les acteurs répètent leurs rôles dans d'autres places et attendent avec impatience que soient donnés les trois coups. Dans ces « théâtres » là-aussi, les spectateurs subissent et en général il en reste quand même quelques uns pour applaudir à la fin. Le spectacle est souvent obligatoire, mais rassurez-vous, car même si c'est cher, on en a toujours pour son argent !

Pour la grande prochaine donc, deux acteurs principaux et quelques figurants éventuels. A mon « ouest » les USA et à mon « est » l'URSS (j'évite ainsi les droite-gauche qui entraînent toujours de pénibles digressions politico-humoristiques).

La France a choisi depuis un paquet de temps de s'allier avec les USA. Histoire oblige ! Le changement droite-gauche n'a pas entraîné de ouest-est. Comme ça on ne perd pas le nord !

Mais le français, qu'il joue au loto ou qu'il soit ministre, voit encore les USA sous les traits du « Marine » libérateur de 44 (quand ce n'est pas en cowboy-président). Le mythe n'a que peu été diminué par 30 ans d'échecs. L'« Amérique », avec un grand A, c'est toujours les chars « ricains » entrant victorieusement dans Paris. La réalité des années 70-80 est moins brillante et leurs chars ont de plus en plus de mal à rouler.

1981- Plusieurs maladies rongent la béatitude kakie des USA.

Les « Viets Vets », les anciens du Vietnam, se manifestent un peu partout, depuis qu'ils se sont aperçus qu'ils représentaient une force électorale. Plus de 10 ans après la fin du conflit, le problème de leur réinsertion est loin d'être réglé. Revenir après plusieurs années, handicapés physiquement et moralement, d'une guerre loin de chez soi (une guerre aux motifs troubles, une guerre désavouée par une grande partie de la population puis par le gouvernement lui-même, une

guerre minablement perdue dans la jungle du nord et les bords du sud), revenir c'est avoir à assumer l'image permanente du déclin militaire des USA, en plus en période de « crise économique » et de grandes incertitudes quand au devenir du pays.

L'image de l'armée US, au pays et à l'étranger, est ternie par quelques revers: la défaite du Vietnam, l'incapacité et l'échec d'une intervention en Iran lors de la prise d'otages et quelques borbiers dont elle a du mal à se sortir dans quelques places d'Amérique Latine.

Sur le plan diplomatico-militaire les américains ont l'impression de ne plus être en mesure de négocier avec l'URSS, le rapport de forces n'est plus de leur côté.

La triste réalité d'une armée malade et d'un pessimisme généralisé ainsi qu'une campagne nationale, voire internationale, pour la suppression des armes nucléaires simultanément en URSS et aux USA, achèvent le tableau.

	USA	URSS	
TETES NUCLEAIRES STRATEGIQUES	6 842	2 943	1976
	7 192	6 302	1981
MISSILES NUCLEAIRES STRATEGIQUES	1 710	2 375	1976
	1 628	2 384	1981
SOUS-MARINS	115	329	1976
	121	370	1981
GRANDS VAISSEAUX DE GUERRE	210	257	1976
	223	268	1981
TANKS	9 181	42 000	1976
	11 560	48 000	1981
ARTILLERIE (canons divers)	4 955	13 900	1976
	5 140	19 300	1981
AVIONS DE COMBATS	3 665	4 740	1976
	3 988	4 885	1981
BIDASSES (en millions)	2,13	4,88	1976
	2,09	4,84	1981



Les russes gonflent leurs chiffres et comptent le matériel ayant des défauts d'origine et inutilisable qui remplit les parkings et hangars, pour faire les méchants et les américains dégonflent les leurs pour obtenir du pays un nouvel effort d'armement, peu-être, mais la supériorité numérique russe reste écrasante...

Retournons Outre-Atlantique.

Ces chiffres représentent le stock, mais (hélas) ne représentent pas le disponible, dans le cas d'une guerre aujourd'hui il faudrait considérablement réduire ces chiffres pour connaître les forces engageables.

Ainsi 40 % des avions de combat F-15 (un des derniers chics, s'il vous plaît !) sont en partie inutilisables, sur 563 il n'en reste que 337 de disponibles: pas de pièces détachées pour réparer les avaries et pour l'entretien. C'est sans doute l'exemple le plus frappant (!).

De nombreux vaisseaux restent au port: pas d'équipage.

Tous les secteurs de l'armée sont touchés, cela entraîne un grand nombre de conséquences telles que: un seul tir d'essai par an pour certaines armes anti-chars; pas assez de munitions. Tout le nouveau matériel est stocké en Europe: ils ne peuvent s'en servir pour s'entraîner. Un vieillissement du matériel: certaines unités importantes ne disposent que d'un vieux matériel radio à lampes des années 50, ils ne peuvent correspondre avec les autres unités modernisées. En Allemagne, le trouffion américain de l'OTAN est logé dans des conditions lamentables (le pauvre!), par exemple dans une ancienne prison nazie de la grande dernière, ils sont obligés de bricoler les réparations du matériel avec les moyens du bord, pas d'endroit pour nettoyer correctement les chars. Tout ça entraîne une certaine amertume de la part du GI moyen qui se réfugie dans l'alcool et la drogue, d'où une certaine indisponibilité de la troupe.

Une autre victime: la force d'intervention rapide créée après l'invasion de l'Afghanistan pour se déplacer au Proche-Orient et protéger les puits de pétrole qui fournissent l'ouest. Cette force se compose de 242 officiers et 6 camions perdus en Floride et peut recruter 200 000 hommes et le matériel qui va avec dans les trois armes (Army, Navy et Air Forces), elle va se voir affecter 56 000 hommes en permanence. Mais la plupart de ces unités sont aussi affectées à l'OTAN et de plus il n'y a pas de moyen de transport rapide pour transporter ces troupes sur un terrain de bataille. Et s'il y a assez de matériel amphibie pour débarquer 60000 «marines» sur une plage, il n'y a rien pour amener le matériel lourd nécessaire à la poursuite de l'opération. Il faudrait une base dans la région, mais personne en veut !

Un point rassurant (!): les stratèges américains cogitent sur des conflits en Europe ne dépassant pas 60 jours, la simple raison: après ils n'auront plus de munitions! Une conséquence plus importante: si le conflit dure, le seul recours est la force nucléaire.

Je ne sais pas s'il est bien utile de rajouter que le fusil M-16 américain ne vaut pas grand chose sur le marché, notamment après sa mauvaise prestation au Vietnam, alors que le AK47 Kalashnikov a la meilleure côte. Demandez-le à votre détaillant habituel!

Petite Histoire de décadence...

Aux USA, l'effort d'armement de la seconde guerre mondiale va se prolonger pendant la guerre froide, s'agissait pas de mollir! Les conflits du sud-est asiatique vont coûter cher, très cher, et la modernisation du matériel s'en trouve ralentie; moralement, le pays n'accepte pas de plus grands sacrifices pour ces guerres qu'il refuse, la politique militaire est discréditée.

On réduit de plus en plus le budget de la défense, Nixon peut annoncer que son gouvernement fait plus pour le social que pour la défense.

C'est le boum technologique, on s'oriente vers la recherche d'armes ultra-perfectionnées. Résultat, ça coûte très cher, c'est très long à mettre au point, c'est souvent abandonné après avoir dépensé quelques millions de dollars, ce n'est pas du matériel particulièrement fiable et il est en plus difficile à manipuler. Pendant ce temps le reste de l'équipement vieillit et devient périmé, après la guerre du Vietnam 3/4 des

avions de transport de troupes et 1/2 des bateaux cargos sont mis au rencart.

Rien ne change jusqu'à l'arrivée de Reagan, Carter a même abandonné un certain nombre de projets capitaux comme la bombe à neutrons. Les Etats-Unis se réveillent maintenant, le passif est lourd, très lourd.

Aujourd'hui, il faut remplacer d'urgence les hélicoptères, les chars, les armes anti-aériennes et anti-chars, et même les 316 glorieux B52! C'est pas rien. Tout ça est du matériel dépassé et bon à mettre à la casse! Et le prix du nouveau matériel, tout a augmenté, et ça va continuer de plus belle! En quelques années un véhicule de combat est passé de 0,9 million de dollars à 1,8 millions, un petit hélico espion de 8,7 à 28 millions, un porte avions nucléaire de type Nimitz commandé maintenant et livrable en 1990 coûte la bagatelle de 30 billions de dollars, pour une durée de vie de 30 ans, pas mal non plus! On imagine sans peine l'ampleur de l'addition, même pour le portefeuille américain.

Notre héros pourra-t-il s'en sortir ???

Le désastre, les coûts sont tels que les plus optimistes ne prévoient pas d'amélioration dans les 2 ou 3 années à venir.

Le moral n'est pas au beau fixe et la confiance ne règne pas vraiment: le nouveau ministre de la défense a commencé par créer et pourvoir un poste pour la recherche des détournements et autres gaspillages dans l'armée. Les affaires avaient l'air de marcher pour certains!

Question gros sous, gros gros sous, les américains prévoient de dépenser 1,5 trillions de dollars (un trillion c'est 12 zéros après le 1, un billion c'est 3 zéros de moins) dans les 5 années à venir. Ça représente pas moins de 5 000 000 de centimes par contribuables américains !

Un second problème tient aux relations entre l'armée et l'industrie américaine. Rien ne va plus.

Pour les deux années à venir la totalité du budget sera affectée aux pièces détachées et à la maintenance, à l'entraînement des hommes et au début du remplacement des matériels les plus périmés. Rien n'est encore très précis et jusqu'ici l'administration se contente de distribuer les sous un peu partout sans stratégie en espérant résoudre les problèmes urgents. Après ces deux ans seulement ils pourront commencer à investir dans du nouveau matériel. Pendant ce temps là l'ennemi prend de l'avance...

Le premier problème, soulevé notamment par l'opposition démocrate, est le risque encouru à dépenser tant pour l'armée dans la situation actuelle. Tout l'effort fait en matière militaire absorbera en plus de l'argent, l'énergie des chercheurs et fabricants du pays, c'est la crise assurée dans des nombreux secteurs de pointe où les USA prendraient un retard considérable. Les temps sont durs!

Une partie de l'industrie s'est convertie sous les gouvernements précédents et ceux qui continuent à travailler avec l'armée se lassent de l'incompétence des militaires: en un an 1 500 des 6 000 de ces entreprises ont arrêté leur contrat, les délais de livraison se rallongent (de 19 à 38 mois en deux ans pour des moteurs d'avion), les prix grimpent (un sous-marin augmente de 40 % sur une base de 1,2 billions de dollars durant sa mise en chantier et son retard se compte en années).

Cette incompétence vient entre autres du départ des meilleurs techniciens de l'armée vers le secteur privé: des salaires deux fois supérieurs, et malgré des primes doublées l'armée ne fait plus recette du côté des intellectuels: en un an le pourcentage de diplômés parmi les volontaires est passé de 68 à 37!

Pour changer tout ça, d'abord un mot: «dollars» !

Même s'il y a un nouveau char, le meilleur du monde, et un nouveau missile balistique porteur de 10 charges nucléaires, qui font tous les deux l'émerveillement des grands et des petits gradés (disponibles dans quelques années, livraison gratuite sur le champ de bataille le plus proche de chez vous), le doute subsiste. A-t-on donc choisi le bon camp? Ne devrait-on pas plutôt opter pour une neutralité au moins temporaire, attendre l'occasion d'une loyale rencontre militaire URSS-USA et choisir le meilleur en toute connaissance de cause. L'attente ne sera peut-être pas très longue.

IRL vous intéresse ?

Depuis le numéro 41, IRL est mensuel. Un numéro nous coûte maintenant aux environs de 6000 francs. Nous avons lancé un appel à la souscription. Nous avons récolté 1 250 francs; c'est loin des 50 000 francs que nous espérons. De même pour les abonnements: à ce jour, nous avons reçu 20 réabonnements et 6 nouveaux abonnements, ce qui représente environ 1 930 francs.

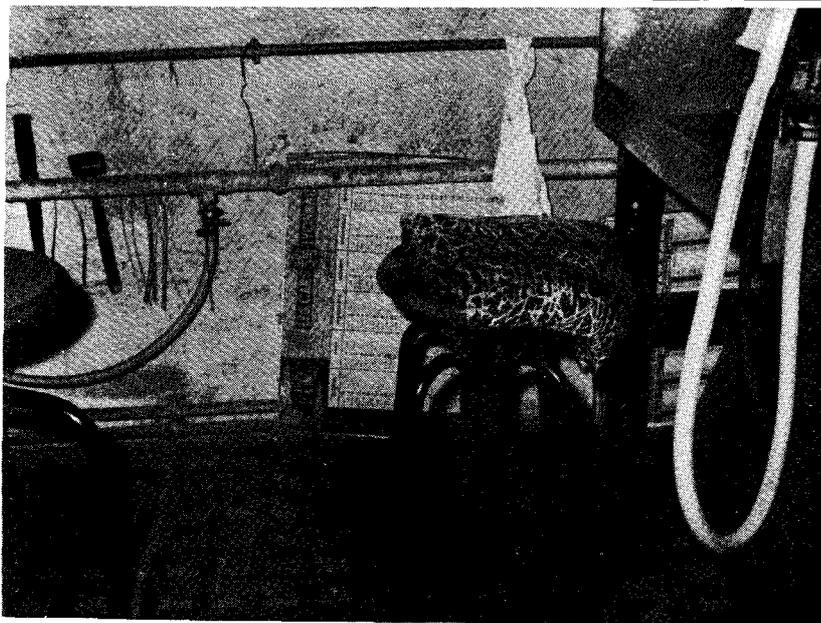
C'est bien, mais ce n'est pas suffisant. Surtout que la plupart des personnes qui viennent de se réabonner étaient à jour et se sont réabonnés par « anticipation » (ce dont on les remercie). Par contre, des gens dont l'abonnement arrivait à expiration au numéro 41 (et même avant) ne se sont pas réabonnés: simple oubli ou lassitude vis à vis d'IRL. Nous penchons plutôt pour la première solution et nous demandons aux personnes dont l'abonnement arrive à terme (c'est marqué en rouge sur la bande adresse) de ne pas attendre pour se réabonner... ou pour écrire pour résilier leur abonnement !

Donc, résumons-nous: 1 250 plus 1 930, ça fait 3 180 francs. Les mesageries ne nous ont encore pas envoyé le fric de la diffusion dans les kiosques de Lyon et sa banlieue et certaines librairies tardent à nous payer. Il y a comme un hic !

Nous pensons donc qu'IRL pourra continuer si une rentrée massive d'abonnements et de souscriptions arrive à notre local... et si, bien sûr, nous pouvons compter sur de nouveaux collaborateurs pour nous aider à assurer la périodicité d'IRL (en envoyant des articles, des photos, des dessins... en assurant la diffusion dans leur ville, etc...).

Et puis, comme les fêtes arrivent, nous offrons aux nouveaux abonnés notre brochure « INTERROGATIONS SUR L'AUTOGESTION ». Nous proposons aussi à nos abonnés de se réabonner par « anticipation » et, pourquoi pas, d'offrir en guise de cadeaux à leurs amis, un abonnement de un an à IRL (toujours avec la brochure gratuite).

Maintenant, à vous de jouer !



FORMULAIRE D'ABONNEMENT Modèle 1981

NOM..... PRENOM.....
 ADRESSE.....
 CODE POSTAL..... VILLE.....

Abonnement pour 10 numéros (1 an): 70 francs
 Abonnement 5 exemplaires pendant 10 numéros: 300 francs

- souscrit pour la somme deFrancs
 s'abonne pour la somme deFrancs

Chèques à libeller à l'ordre de: IRL CCP 4 150 95 N LYON
 et à adresser à: IRL c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON

I.R.L., journal d'expressions libertaires - 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon.

Directeur de publication :

Alain Thevenet

Commission paritaire : 55270

Imprimé par les :

Ateliers d'Impression Presse Nouvelle (A.I.P.N.), 48 rue Burdeau, 69001 Lyon.

NOTEZ : le numéro en haut à droite de votre adresse sur la bande d'expédition indique à quel numéro se finit votre abonnement. Nous vous demandons de vous réabonner dès que vous arrivez à échéance; nos tâches administratives en seront ainsi grandement facilitées.

rapidos

COUP D'OEIL

Une fois qu'ils ont crevés, les jeunes d'Avignon n'ont plus légalement la possibilité de réparer leur bicyclette ou leur vélomoteur.

En effet le maire (socialiste) a interdit la vente de dissolution pour rustine aux moins de 16 ans.

Ne pouvant plus rouler, pour se consoler, ils passent leur temps à boire, fumer et respirent les émanations des tubes de colle Scotch et même Secotine encore en vente libre, signe d'un laxisme inqualifiable des autorités.

Cependant, le maire souhaite que l'interdiction soit étendue à tout le département du Vaucluse et pourquoi pas, à l'ensemble du pays.

Félicitations Monsieur le maire pour cette action courageuse contre la toxicomanie, qui brille par son intelligence et à son propos.

Patrice





PENDANT QU'ELLES ACQUIERENT, AVEC UNE JOIE NON DISSIMULEE, LES CONNAISSANCES ET LES HABITUDES SOCIALES INDISPENSABLES QUI FERONT D'ELLES DE VRAIES FEMMES, ELLES NE SONGENT PLUS A SE TRIPOTER, OU LE FONT SANS Y PRETER ATTENTION.